



Un partage des zones d'influence au détriment des peuples

- Le processus de formation d'une nouvelle bourgeoisie vénézuélienne •
- **Les conditions de vie et de résistance au Liban** •
- Compte rendu du Comité international •

inprecor sur le web :
<https://inprecor.fr>



Aux abonnés !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au-dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECCI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECCI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France

Tél. : +33 1 48 70 42 25

E-mail : redaction@inprecor.fr

Directeur de publication, gérant : Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

avril 2026 n° 743

Liban

Nicolas Dot-Pouillard

Les conditions de vie et de résistance au Liban 3

États-Unis

Kay Mann

Les mouvements d'opposition à Trump convergent 8



Venezuela



Luis Bonilla-Molina

Le processus de formation d'une nouvelle bourgeoisie vénézuélienne (2002-2026) 11

Impérialisme

Éric Toussaint

Vers un partage des zones d'influence au détriment des peuples 18

Rencontres écosocialistes

Juan Tortosa

Faire face à un monde en flammes 23



Comité international

Terry Conway

Nous organiser face au chaos du monde 25

Worker Democracy

Thèses sur la crise du détroit de Taïwan et l'autodétermination taïwanaise 28

Sotsialnyi Rukh

Les actions militantes de Sotsialnyi Rukh 33



Les nôtres

Friedrich Dorn

Elfriede Müller (1957–2026), une combattante infatigable 36

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet : la-breche.com

Librairie La Brèche

Abonnement (11 numéros par an)

Ma formule

Prix coûtant	100 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Formule classique	75 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Moins de 25 ans et chômeurs	45 € (1 an) <input type="checkbox"/>
	25 € (6 mois) <input type="checkbox"/>
Structures collectives (comité, organisations, bibliothèques, etc.)	150 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Abonnement de soutien à partir de 100 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Lecteurs solidaires (6 mois offerts à une personne qui ne peut pas payer)	37 € (6 mois) <input type="checkbox"/>
Abonnement PDF (pas d'envoi papier)	25 € (1 an) <input type="checkbox"/>

Total :

Pour continuer, **inprecor** a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !

Mes coordonnées

Nom Prénom :

Adresse :

Codepostal : Ville :

Pays : Tél. :

E-mail :

Formule découverte
(réservé aux nouveaux abonnements)
20 €, pour 3 mois

Anciens numéros



Mon paiement

• **Virements bancaires** à "PECCI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France. Compte n°30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN :

FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286

BIC : SOGEFRPP

• **Chèques bancaires** libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à Inprecor-PECCI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

• **Carte bancaire** sur <https://la-breche.com/abos-inprecor>



Les conditions de vie et de résistance au Liban

Nicolas Dot-Pouillard aborde la situation d'un Liban confronté aux attaques israéliennes et aux difficultés de construire une résistance anti-impérialiste de gauche.

Entretien avec
Nicolas Dot-Pouillard

Quelle est l'ampleur des attaques menées par les forces israéliennes et étatsuniennes au Liban ?

L'ampleur des attaques israéliennes est supérieure à la dernière guerre de fin 2024 : les destructions de la banlieue sud de Beyrouth et du Sud-Liban sont colossales, l'expulsion forcée de centaines de milliers de Libanais-es de confession chiite est systématique, avec un caractère marqué de guerre communautaire de la part d'Israël. Les Israéliens tentent de séparer le sud du reste du pays, notamment en bombardant les ponts, et de couper les voies de passage du Hezbollah. Des assassinats ciblés et frappes – aussi coûteuses pour les civil-es – touchent également certaines zones qui ne sont pas chiites, notamment à Baabda, dans une zone chrétienne proche du palais présidentiel, ou à Bourj Hammoud, un quartier arménien. Les camps de réfugié-es palestinien-nes sont aussi une cible régulière des Israéliens, sachant que les factions palestiniennes ont été parties prenantes de la dernière guerre de 2024 au Liban, aux côtés du Hezbollah. Tout cela représente une menace sur le gouvernement libanais et l'ensemble de la société libanaise, pour dire que *grosso modo* personne n'est à l'abri et que c'est le Liban entier qui paiera le prix de cette guerre, pas seulement la communauté chiite, même si elle est la première visée. L'objectif politique d'Israël est de couper le Hezbollah de sa base sociale, de disperser cette base sociale sur l'ensemble du territoire libanais, d'en faire

une catégorie de réfugié-es, pour attiser les tensions internes libanaises. En frappant des zones chrétiennes ou des zones sunnites où se trouvent des déplacé-es chiites, ils montent les communautés les unes contre les autres. Les gens craignent d'accueillir des déplacé-es dans leur village. Il s'agit donc d'une stratégie de division de l'entièreté de la société libanaise.

Cette guerre a aussi un seuil de violence plus élevé, puisque c'est une guerre régionale : les Israéliens parlent depuis pratiquement deux ans maintenant d'une guerre sur sept fronts : Gaza, la Cisjordanie, le Liban, la Syrie, l'Irak, le Yémen et l'Iran. Ces fronts ont été relativement divisés ces dernières années : quand il y a eu la guerre des douze jours sur l'Iran – la première guerre israélo-étatsunienne – le Liban n'était pas directement engagé. Lorsqu'il y a eu la guerre sur le Liban de septembre à novembre 2024, il n'y avait pas eu de frappe sur l'Iran, même si les Iraniens avaient cependant réalisé des tirs de soutien au Hezbollah à cette époque. Mais tous les fronts n'étaient pas unifiés. Aujourd'hui ces sept fronts commencent à être unifiés. C'est l'effet post-sept octobre 2023 : une montée progressive de l'unification des fronts, qui tendent aujourd'hui à converger dans le sens d'une guerre hors-limite, du Golfe jusqu'à la Méditerranée.

La logique de l'unification des fronts cependant n'est pas qu'une théorie israélienne, elle a aussi une réalité antérieure : cette idée d'unification des fronts existe depuis 2021 du côté de ce qu'on appelle « l'axe de la résistance », constitué du Hezbollah, de l'Iran, de leurs partenaires yéménites houthis, des mouvements chiites armés irakiens et

“ L'objectif politique est de couper le Hezbollah de sa base sociale, de disperser cette base sociale sur l'ensemble du territoire libanais. ”



Nicolas Dot-Pouillard

Nicolas Dot-Pouillard est chercheur associé à l'Institut français du Proche-Orient. Résidant à Beyrouth, il est l'auteur de *Tunisie, la révolution et ses passés* (Iremmo / L'Harmattan, 2013), *De la théologie à la libération. Histoire du Jihad islamique palestinien* (avec Wissam Alhaj et Eugénie Rébillard, La Découverte, 2014) et *La Mosaïque éclatée. Une histoire du mouvement national palestinien, 1993-2016* (Actes Sud, 2016).
Propos recueillis par Antoine Larrache.

de pratiquement l'ensemble des factions palestiniennes – qui ne sont pas chiites. À partir du soulèvement de 2021, l'ensemble des forces de cet « axe de la résistance » avait théorisé le principe de *wahdat al sahat* (l'unité des places). Cette théorie considérait que toute atteinte contre un des éléments de cet axe doit appeler une réponse sur un autre front, de la part d'un autre acteur de cet « axe de la résistance ». L'application en a été faite d'une manière relative mais néanmoins réelle après le 7 octobre 2023, puisque le Hezbollah a alors décidé de lancer ce qui s'appelle *Jabhat al-Isnad* (un front de soutien) à la bande de Gaza. Il concevait à l'époque ce front de soutien



Liban

non pas comme une guerre complètement ouverte contre Israël mais comme un moyen de pression sur Israël et sur les États-Unis pour atténuer la pression militaire israélienne sur Gaza. Ce « front de soutien » ouvert par le Hezbollah dès le matin du 8 octobre 2023 s'est traduit peu à peu par l'éclatement d'une guerre. Autant le Hezbollah était à l'initiative pendant un an, autant Israël s'est mis aussi à prendre l'initiative, et a accéléré les choses à partir de juillet 2024 jusqu'à l'éclatement de la guerre de septembre à novembre. Il a commis alors une série d'assassinats, pas seulement la fameuse opération des *paggers*, il y a eu aussi la décapitation progressive de tout le commandement du Hezbollah. Maintenant, cette logique d'unification des fronts vaut pour tout le monde : Israël et les États-Unis mènent une guerre sur l'Irak, les fronts se sont élargis au Golfe, à l'Irak et au Liban – en attendant le Yémen. De l'autre côté, l'Irak n'a plus de ligne rouge et tire la leçon du cycle négociations/sanctions/bombardements imposé par les États-Unis depuis plusieurs mois. Ils veulent changer l'équation. Dans cette optique, il n'est plus impos-

“ *Beaucoup de Libanais ont combattu dans les organisations palestiniennes, et on retrouve un certain nombre d'entre eux plus tard dans les rangs du Hezbollah.* ”

sible que, en cas de négociations, l'Irak mette le dossier libanais dans la balance, et veuille un accord global et régional. C'est ce qu'indiquent les dernières interventions de son Guide suprême et de son ministre des Affaires étrangères. En tous les cas, l'Irak ne veut plus de retour au *statu quo ante*. Et visiblement, il tient militairement et sait mobiliser une combinaison de nationalisme iranien pas spécifiquement islamique à la dynamique profondément messianique du chiisme, deux carburants fondamentaux pour tenir dans la guerre. Il s'est passé la même chose lors de la guerre Iran Irak des années 1980 qui, après les crises internes post-79, ont resolidifié le pays. Résultat, même les États-Unis commencent à douter de la possibilité d'un *regime change*. Il est probable que les Israéliens tentent maintenant une invasion du Sud-Liban. La limite pour eux se situe sur le plan purement militaire. Si on se réfère à la dernière guerre de 2024, le Hezbollah avait subi un coup, dans le sens où son leadership avait été décapité et où son leader charismatique, Hassan Nasrallah, avait été tué. Mais sur le terrain au Sud-Liban, il s'est avéré que ses combattants avaient en quelque sorte sauvé le parti et que l'incursion israélienne a quand même été assez limitée puisqu'elle n'a pas pu dépasser 4 à 5 km à l'intérieur des frontières du Liban. Il n'y a pas eu d'invasion du Sud-Liban et il y a eu un certain nombre de

batailles acharnées, notamment à Khiam, au sud-est du Liban – pas très loin d'ailleurs de la Syrie et du plateau du Golan, où les Israéliens sont entrés par trois fois et ont dû ressortir. Le Hezbollah, selon certains indicateurs, semble s'être en partie réorganisé depuis la dernière guerre. S'il n'est pas réorganisé, la guerre est courte et il est écrasé. S'il est réorganisé, la guerre est forcément plus longue. Les indicateurs sont pour le moment que son leadership, contrairement à la guerre de 2024, n'a pas été décapité. Lorsque la guerre a commencé dans la nuit du dimanche 1^{er} mars, les Israéliens ont effectué un certain nombre de frappes très précises sur la banlieue sud, qui ont laissé penser dans les premières heures que toute la direction avait été décapitée, ce qui n'est pas le cas. Il y avait un bruit selon lequel le chef du bloc parlementaire, Mohamed Raad, avait été tué. Mais il a parlé dans la soirée d'après. Il y avait le bruit que le secrétaire général du parti, Naïm Qassem, avait été assassiné. Ça s'est révélé faux. C'est un premier indicateur : leur leadership n'est pas décapité, il est caché. Le deuxième indicateur, c'est qu'en dépit de la politique de désarmement du Sud-Liban, au sud du fleuve Litani, effectuée par l'armée libanaise, par le gouvernement et par les forces internationales de la Finul (1), il semble que le Hezbollah, en fait, ait encore une existence militaire, puisque actuellement se déroulent des batailles, notamment dans le village de Khiam, à Naqqoura, à Taybeh. Des batailles qui engagent les troupes israéliennes et le Hezbollah sur la partie frontalière depuis trois semaines, et peu en profondeur du Liban.

La période de cessez-le-feu n'était pas une réelle période de cessez-le-feu puisque le Liban était quotidiennement bombardé au sud et à l'est dans la Bekaa. Les survols de l'aviation israélienne et des drones israéliens sur Beyrouth étaient continus. Et enfin, il faut savoir qu'Israël a occupé cinq points au Sud-Liban, duquel normalement l'armée aurait dû se retirer à l'issue du cessez-le-feu au bout de 60 jours, ce qu'elle n'a pas fait. Donc la situation antérieure à la guerre actuelle était celle d'une guerre probable. Pour la population du Sud-Liban, la guerre ne s'est jamais véritablement arrêtée depuis le cessez-le-feu de 2024.

Quel est le but plus global des États-Unis et d'Israël selon toi ?

La vision globale historique des Israéliens sur le Liban tient selon moi à trois éléments centraux.

1) La Force intérimaire des Nations unies au Liban est une mission de l'ONU déployée dans le Sud-Liban depuis 1978.



Devant un immeuble détruit lors d'une frappe aérienne israélienne, dans le sud de Beyrouth, au Liban, le 25 mars 2026. © EPA

Le premier élément est qu'il y a chez l'extrême droite religieuse historiquement des revendications sur le Sud-Liban en tant que terre biblique. Mais ce n'est pas forcément l'aspect qui joue le plus, en tout cas chez les militaires et chez les politiques.

L'aspect qui joue un rôle central et historique est la question de l'eau et la question des hauteurs stratégiques : le Sud-Liban est un territoire montagneux qui jouxte également le Golan syrien. Dès 1948, lorsqu'il y a la création d'Israël, les forces du futur État israélien ont attaqué 15 villages au Sud-Liban. Il y a eu à l'époque un massacre de civils libanais dans le village de Houla – c'est un village assez connu parce qu'il y a une présence communiste historique, jusqu'à aujourd'hui. L'histoire des revendications israéliennes et des visées israéliennes sur le Liban est une vieille histoire.

Le troisième aspect est que le Sud-Liban est lié historiquement à la Palestine, par le commerce, les échanges, les mariages... Sous l'Empire ottoman, il n'y avait pas de frontières entre le Sud-Liban et la Palestine historique. Pendant la période de la Palestine mandataire, dans les années 1920 et 1930, c'était un espace où il continuait à y avoir beaucoup de circulations. Lors de la grande révolte arabe palestinienne de 1936, les Britanniques ont expulsé beaucoup de militant-es palestiniens au Liban. En 1948, des groupes libanais ont participé aussi à la lutte aux côtés des Palestiniens contre les troupes du futur État israélien. Donc, il y a eu une interaction historique entre le Liban et la Palestine historique.

Cette interaction historique va être particulièrement forte dans les années 1960 à 1980, puisque les mouvements palestiniens de résistance, comme le Fatah, le FPLP, le Front démocratique et d'autres, qui sont présents au Sud-Liban dans les camps de réfugié-es palestiniens, vont se lier aux organisations de la gauche libanaise. Mais cette histoire n'est pas réductible à l'histoire de la gauche libanaise. L'imam Moussa Sadr – une personnalité charismatique et théologique chiite, libanais, mais né en Iran dans la ville de Qom – va créer dans les années 1970 un mouvement chiite, le Mouvement des déshérités, dont la branche armée est Amal, qui est l'acronyme de Détachements de la résistance libanaise. Le mouvement Amal va être formé militairement dans les

camps de réfugié-es palestiniens. La légende veut que le mot Amal, qui veut dire espoir, ait été trouvé à l'époque par Yasser Arafat. Ce parti existe toujours aujourd'hui, avec le rôle central du président du Parlement libanais, Nabih Berri. On parle dans les années 1979 de l'alliance entre les déshérités de leur terre et les déshérités sur leur terre, les déshérités de leur terre étant les Palestiniens et les déshérités sur leur terre étant la communauté chiite, qui était une des communautés socialement, économiquement et politiquement les plus marginalisées au Liban. La fondation du Hezbollah a elle-même été très liée, au début des années 1980, non pas seulement à l'expérience de la révolution iranienne, ou à l'Irak et à un chiisme transnational, mais aussi à l'expérience palestinienne, puisqu'un certain nombre d'officiers du Hezbollah, en réalité, ont été membres auparavant d'organisations palestiniennes, majoritairement dans le Fatah de Yasser Arafat. Il faut savoir qu'il y avait

beaucoup de Libanais combattants dans les organisations palestiniennes, et on retrouve un certain nombre d'entre eux plus tard dans les rangs du Hezbollah. Tout cela pour dire que le devenir historique du Sud-Liban a toujours été lié à celui de l'ancienne Palestine mandataire. Il y a une interaction historique qui ne se dément pas aujourd'hui.

On est maintenant face à trois grandes conflictualités concernant le Liban qui vont mettre du temps à se développer et à se résoudre. La première, c'est le caractère régional du conflit : le conflit aujourd'hui n'est pas seulement un conflit sur le sol libanais, il se déroule en Iran, en Irak, dans le Golfe. Les fronts sont interconnectés comme ils ne l'ont jamais été sans doute depuis la guerre de 1967, et encore, le terrain d'affrontement est aujourd'hui bien plus vaste. La seconde conflictualité, c'est la question du pur rapport de force militaire entre le Hezbollah et les Israéliens, sur la base d'une guerre asymétrique et d'une guerre d'usure. Et la troisième question, ce sont les contradictions internes libanaises à l'issue de cette guerre, qui peuvent laisser présager de grandes tensions internes au pays.

La stratégie israélienne actuellement n'est plus forcément une stratégie fondée sur la normalisation. La normalisation avec les pays arabes reste une priorité pour eux,

mais plus autant qu'elle l'était lors des accords d'Abraham avec Donald Trump. Je pense que la priorité actuelle pour les Israéliens est d'établir une sorte de désarmement général de tous les pays frontaliers. Ce qu'ils demandent au Liban, c'est très clairement une zone démilitarisée avec une armée libanaise faible au sud du Litani. Ils demandent la même chose en Syrie, qui est un État particulièrement affaibli. Il ne faut pas oublier que lors de la chute de Bachar el-Assad, les Israéliens ont bombardé massivement toutes les positions de ce qui restait de l'armée syrienne pour l'anéantir. Aujourd'hui elle est revenue au niveau des capacités qui étaient les siennes à la fin des années 1940. Ils ont les mêmes demandes sur le Sinaï égyptien, puisqu'ils ont demandé ces deux dernières années aux Égyptiens de le démilitariser. Le Sinaï est égyptien, ça fait partie de la souveraineté égyptienne mais ils demandent une démilitarisation totale. Donc je pense que la priorité des Israéliens, et ça s'inscrit complètement dans le cadre de cette guerre, c'est une démilitarisation des pays frontaliers, qui pour eux est prioritaire sur la question de la normalisation des États arabes avec Israël. Ça ne veut pas dire que la normalisation n'est pas importante. C'est la cerise sur le gâteau, mais la priorité pour eux est la démilitarisation. Concernant le Liban, ils peuvent accepter, tout au plus, une armée libanaise qui soit une sorte de force de police intérieure, censée désarmer le Hezbollah ou contrôler les camps de réfugié-es palestiniens. En aucun cas ils n'accepteront une armée de défense nationale. C'est d'ailleurs une vision partagée par les Américains et les Européens : une armée libanaise qui ne soit pas une armée de défense nationale, mais une armée tournée vers l'intérieur, une police en somme.

Le gouvernement libanais semble attaquer de plus en plus le Hezbollah, quelle est la dynamique actuelle des rapports entre eux ?

La politique du gouvernement libanais tend plutôt à céder aux demandes américaines. Le gouvernement libanais cède pour une raison évidente : il veut préserver les infrastructures civiles, dont l'aéroport de Beyrouth, le port, l'ensemble des routes et des axes routiers qui permettent d'assurer la continuité entre le nord et le sud du pays. Les Israéliens menacent d'un blocus total et face à ça, effectivement, le gouvernement de Nawaf Salam et la présidence de Joseph Aoun pensent qu'il faut donner un certain

“ La priorité des Israéliens, et ça s'inscrit complètement dans le cadre de cette guerre, c'est la démilitarisation des pays frontaliers, ”



nombre de gages. Et parmi les gages donnés, il y a l'interdiction officielle de la branche militaire du Hezbollah au Liban, ce qui est une première depuis le début des années 1990. Pour le moment, cela n'a pas beaucoup de conséquences, mais cela en aura probablement lors de la fin de la guerre, puisqu'on peut s'attendre à ce moment-là à une véritable polarisation politique dans le pays entre les partisans de l'armement du Hezbollah, dont le versant militaire sera interdit, et ceux qui prônent son désarmement. Donc la crise politique interne libanaise et l'aggravation des tensions internes sont très probables.

La deuxième pression israélienne et américaine est le couteau mis sous la gorge de l'armée libanaise – qui est déjà très largement financée par les États-Unis –, notamment au niveau des salaires et de l'armement. La pression américaine et israélienne va pratiquement aujourd'hui jusqu'à demander la démission de l'actuel chef de l'armée, Heikal, dont la position est de dire qu'il faut désarmer le Hezbollah mais qu'il ne faut pas entrer dans un conflit civil au Liban et que ça doit être l'œuvre d'un dialogue politique, et non pas d'un rapport de force militaire interne au pays.

Quelles sont les possibilités de construire une résistance populaire de gauche au Liban, les points d'appui dans ce sens ?

Cette question appelle d'abord une remarque sur l'état du rapport de force politique au Liban, comparativement aux années 1960 à 1980. Il y a eu une très riche et très grande expérience de la gauche libanaise, exceptionnelle même dans le sens où le Liban était le terrain de l'apparition de ce qu'on appelle à l'époque les nouvelles gauches arabes. Elles ont existé en Tunisie avec le Travailleur tunisien, au Maroc avec Ilal Amam (en avant). Au Liban ça a pris corps notamment dans des formations comme l'Organisation d'action communiste au Liban (OACL) ou le Parti d'action socialiste arabe (Pasa), qui correspondaient à une radicalisation à gauche du nationalisme arabe.

2) En 1982, l'OLP doit partir de Beyrouth, sous pression de l'invasion israélienne.

3) Progressivement, la Chine de Deng Xiaoping abandonne son soutien aux mouvements de libération nationale et aux partis communistes du tiers-monde au profit de ses intérêts économiques et diplomatiques.

C'est aussi ce qui a produit l'expérience du Parti communiste libanais. Car au Liban, la « vieille gauche » du Parti communiste libanais est aussi un élément de la « nouvelle gauche », à partir de son second congrès de 1968. Le renouveau intellectuel de la gauche libanaise est aussi passé par le PCL, avec des philosophes comme Mahdi Amel – qu'on a dit inspiré d'Althusser, et c'est partiellement vrai – ou Hussein Mroueh, qui a tenté une lecture marxiste de l'islam – lui-même étant un ancien séminariste du sanctuaire chiite de Najaf, en Irak. Le parti communiste libanais a eu un véritable rôle, y compris intellectuel, dans le renouvellement de la pensée marxiste à l'époque. Il a effectué une critique des positions soviétiques, notamment sur la question palestinienne, sur le plan de partage de 1947, mais aussi sur la politique soviétique par exemple en Tchécoslovaquie lors du printemps de Prague.

Dans les années 1960 à 1980, cette gauche libanaise a également été portée par la dynamique et le souffle de la révolution palestinienne au Liban. Après le retrait palestinien du Liban de 1982 (2), la gauche libanaise, le Parti communiste, l'Organisation d'action communiste au Liban et d'autres formations comme le Parti d'action socialiste arabe vont être au cœur de la résistance à Israël au Sud-Liban, notamment avec la fondation de ce qu'on appelle le Jamoul (Front de résistance nationale libanaise). Mais l'ensemble de cette gauche libanaise va être percutée par la chute du bloc de l'Est et par le tournant chinois dans les années 1980 (3). Cela a des incidences financières et militaires dans le cadre de la guerre civile et de la résistance à Israël au Sud-Liban. L'appui militaire et financier était capital : lorsque cet appui financier et militaire disparaît, alors la puissance politique disparaît avec. Et derrière, l'Iran et le Hezbollah récupèrent le capital anti-impérialiste de la gauche – y compris en siphonnant et intégrant ses militants.

La gauche libanaise est donc aujourd'hui très affaiblie et elle a été également divisée par un certain nombre de sujets. La question syrienne l'a divisée dans les années 2010, certain-es militant-es de gauche tenant en priorité à défendre le Hezbollah et « l'axe de la résistance » face aux États-Unis et Israël, tandis que d'autres prenaient le parti de la révolution syrienne. La question de l'Iran l'a également divisée.

Elle a donc été divisée sur des questions stratégiques, sur la question des révolutions arabes, du rapport à l'Occident, à l'organisation du politique, etc.

La question de la renaissance d'une résistance de gauche au Liban, posée comme ça, est une question à mon avis assez abstraite : parce que qui dit résistance dit aussi penser la question des moyens, de la base populaire interne, et du soutien extérieur nécessaire, toutes choses dont la gauche libanaise, contrairement aux années 1970, est dépourvue, du fait de la bascule des rapports de force mondiaux depuis la chute du Mur. Il y a disons trois positions de gauche au Liban dans ce cadre : la première se structure autour de l'un des premiers quotidiens du pays, le journal *al-Akhbar* (les Nouvelles), qui défend l'idée qu'il faut soutenir l'« axe de la résistance » coûte que coûte dans la mesure où ce qui se joue est une bataille existentielle – au sens littéral – pour l'avenir de cette région. Depuis son retour au Liban, Georges Ibrahim Abdallah est sans ambiguïté sur cette ligne. La seconde position s'exprime dans le Parti communiste libanais ou l'Organisation populaire nassérienne du député Oussama Saad à Saida : il faut rebâtir une résistance populaire non-confessionnelle au-delà du Hezbollah : mais cela nous ramène à la question de la base populaire, des moyens et du soutien, question pour le moment insoluble. Une troisième gauche réduit le nom gauche à une défense minimale des droits humains, de la démocratie, mais de manière assez

dépolitisée : c'est le versant « société civile » et ONGiste de la gauche, représenté par certains députés dits « société civile » au Parlement libanais depuis 2022.

Néanmoins il existe aujourd'hui une sensibilité à gauche au Liban, anti-impérialiste, opposée à l'occupation et qui a des effets

concrets sur le terrain, limités mais néanmoins réels. Elle essaye de bâtir quelque chose notamment ce qu'on pourrait appeler une forme de résistance civile. Par exemple lors de la période du cessez-le-feu qui a suivi la guerre de 2024, dans les comités de villageois-es pour le droit à revenir dans leurs villages sur la bordure frontalière. Certain-es de ces militant-es de gauche ont d'ailleurs été directement menacé-es par les Israéliens sur leur téléphone. Il y a aujourd'hui une mobilisation sociale humanitaire du Parti communiste libanais et du Secours

“ Ni la Chine ni la Russie ne tiennent la comparaison en termes de déploiement militaire inter-continental. ”



Après un frappe israélienne contre une succursale de l'association Al-Qard al-Hassan, une institution financière liée au Hezbollah libanais, le 3 mars 2026. © Reuters

“La grande question est l'articulation des mouvements anti-guerre avec les mouvements anti-coloniaux dans le sud global.”

populaire, qui lui est affilié et qui gère par exemple l'hôpital dans la ville de Nabatieh. Les militant-es et les travailleur-ses agissent dans des conditions particulièrement difficiles puisque la ville de Nabatieh est sous un feu et un bombardement continu.

Quelles sont les tâches des anti-impérialistes dans le monde à ce sujet ?

Je pense que quelque chose s'est passé d'assez intéressant au Liban et dans l'ensemble de la région lorsqu'il y a eu l'enlèvement de Maduro. Cela a été perçu au Liban comme un événement extrêmement inquiétant dans le sens où ça touchait les gens directement : pas au sens symbolique, mais au sens d'une menace concrète : nous sommes, dans la région, les prochains. Il y a une très grande conscience au Liban – pas seulement chez les grand-es anti-impérialistes historiques, mais même chez les élites – d'une espèce d'impérialisme à l'état nu, d'un impérialisme américain sans équivalent dans l'histoire en termes de déploiement militaire intercontinental. Ni la Chine ni la Russie par exemple ne peuvent tenir la comparaison en termes de déploiement militaire inter-continentale : les États-Unis, ce sont plus de 250 000 personnes déployées sur l'ensemble des continents, dans près de 80 pays, avec des bases militaires gigantesques. La Chine, en comparaison, possède une base militaire

à Djibouti avec moins de 2 000 personnes. Le discours de Donald Trump est un discours qui s'est complètement séparé des justifications théoriques sur la démocratie, sur l'exportation de la démocratie et qui ne s'intéresse même plus au *soft power*. C'est un impérialisme décomplexé, bien plus que sous Bush fils.

La grande question contemporaine pour les mouvements anti-guerre en Europe occidentale, aux États-Unis ou en Australie, c'est la question de comment articuler leurs mouvements anti-guerre avec les mouvements anti-coloniaux dans le sud global. Ces interactions demeurent toujours très difficiles. La flottille pour Gaza partie de Tunis essayait d'apporter des premières réponses. Un nouvel internationalisme post-sept octobre s'est dessiné autour de Gaza. En même temps, il n'existe plus d'espaces comme dans les années 2000, avec la dynamique des Forums sociaux mondiaux au Brésil ou en Inde, pour se rencontrer et discuter des sujets litigieux entre militants des Nord et des Suds : faut-il mettre en équivalence l'impérialisme américain avec la Russie et la Chine, ou y a-t-il aujourd'hui une forme de super-impérialisme américain décomplexé inégalé dans l'histoire ? Comment aborder la question des mouvements anti-coloniaux à dimension religieuse ? Ce sont des questions qui divisent, mais il n'y a plus d'espace

de rencontres pour en discuter sereinement.

L'une des difficultés étant que, dans le sud global, il y a une très grande conscience du

fait que « l'Occident » reste très solidaire : les désaccords sur l'Ukraine par exemple entre l'Union européenne et les États-Unis apparaissent vus d'ici comme des désaccords conjoncturels et non pas structurels, puisqu'à la fin sur Gaza ou même sur l'Iran ce sentiment de solidarité entre les grands pays occidentaux apparaît toujours. Les désaccords conjoncturels ne réussissent pas à mettre fin à cette espèce d'alliance structurelle des pays occidentaux, alliance tout à la fois idéologique, politique et économique. Il y a en parallèle une forme de déception chez les peuples du sud global : le sud global aujourd'hui existe peut-être économiquement à travers des organismes comme l'Organisation de coopération de Shanghai ou les Brics, mais il n'existe pas politiquement. Tout le monde en est très conscient. Il y a là un grand paradoxe parce que dans les années 1950 à 1970 il y avait une dynamique politique du sud global – avec la conférence de Bandung et la Tricontinentale – mais sans dynamique économique. Et actuellement il y a une dynamique inverse : solidarité économique, mais sans réelle traduction politique. ■

Le 21 mars 2026



Les mouvements d'opposition à Trump convergent

Les manifestations de masse No Kings ! prévues pour le 28 mars et les préparatifs ambitieux pour des mobilisations le 1^{er} Mai montrent la convergence croissante des forces qui s'opposent à Trump. Cette convergence se produit dans le contexte des attaques menées par Trump contre les droits démocratiques aux États-Unis et contre la souveraineté de pays étrangers – l'exemple le plus récent étant son agression irresponsable contre l'Iran – et dans le contexte de la chute de sa cote de popularité.

Par
Kay Mann

Trois pôles de résistance populaire et ouvrière ont émergé depuis que Trump a été élu pour un deuxième mandat. Le premier est constitué autour d'Indivisible, le collectif à dominante ONG qui a organisé les deux premières manifestations No Kings ! en 2025 et qui a appelé à une nouvelle série de manifestations pour le 28 mars 2026. Près de 25 millions de personnes étaient descendues dans les rues dans tout le pays lors des dernières manifestations. Ces manifestations ont permis l'expression du rejet de Trump sur de nombreux fronts, comme en ont témoigné les cortèges et les banderoles, notamment en défense des immigré-es, en solidarité avec la Palestine (même si Indivisible, dans ses déclarations officielles, ne mentionnait ni Gaza ni la Palestine), en défense des communautés LGBTQI+, de l'environnement, et bien sûr de façon générale en opposition à la politique de Trump qui mène à l'autoritarisme.

Le mouvement contre l'ICE

Le deuxième pôle de résistance à Trump est le mouvement contre l'ICE, la police de l'immigration. La résistance des réseaux anti-ICE de Minneapolis, face à l'arrivée de plus de 3 000 agent-es de l'ICE,

a frappé l'imagination des antifascistes et des anti-autoritaires dans le monde entier. Le meurtre de Renee Good, militante du soutien aux immigré-es et citoyenne américaine, par des agents de l'ICE à Minneapolis, non loin du lieu où George Floyd avait été tué par un policier en 2020, suivi quelques jours plus tard du meurtre d'Alex Pretti, lui aussi citoyen américain et blanc, a déclenché un vaste mouvement de contestation qui ébranle la situation politique américaine. Ces manifestations de masse et les réseaux qui y participent sont de l'ordre d'un nouveau mouvement social de masse doté de toutes les caractéristiques d'un mouvement social. La première

“ Près de 25 millions de personnes étaient descendues dans les rues dans tout le pays lors des dernières manifestations. ”

de ces caractéristiques est son ampleur. Si les manifestations de rue ont regroupé très largement, la participation aux réseaux de solidarité a été également très forte. C'est entre 25 et 50 % de la population de Minneapolis et de St Paul (ville qui jouxte Minneapolis) qui a participé aux mobilisations et aux réseaux d'entraide, une proportion exceptionnelle.

La création de nouvelles organisations est également typique d'un mouvement social. Le mouvement anti-ICE a développé de nouvelles organisations et a intégré des organisations et réseaux militants préexistants, notamment des associations de quartier et des réseaux créés pendant la mobilisation qui avait suivi le meurtre de George Floyd en 2020. En plus



Kay Mann

Kay Mann est membre de Solidarity, section de la IV^e Internationale aux États-Unis, et professeure de sociologie à l'Université. Elle est également membre de la direction de la IV^e Internationale.

des réseaux eux-mêmes, des alliances de groupes anti-ICE nouveaux et anciens se sont développées, comme à Chicago où une coalition regroupant une centaine d'organisations sur toute la ville, l'Immigrant Coalition for Immigrant and Refugee Rights, a été fondée. Ces groupes se sont coordonnés avec les militant-es anti-ICE de Minneapolis. Dans certains cas, cela a été réalisé grâce à des liens préexistants établis par les syndicats.

Le mouvement anti-ICE est présent non seulement à Minneapolis et dans des villes comme Los Angeles et Chicago où il y a eu un déploiement très important de l'ICE, mais également dans des villes comme Milwaukee, qui n'ont pour



Austin, octobre 2025. © Andy Thrasher / CCO

l'instant pas vu déferler en nombre les agent-es de l'ICE mais où un mouvement anti-ICE se développe en préparation d'une telle éventualité.

Les actions concrètes du mouvement

Ce mouvement a fait preuve d'un niveau d'organisation impressionnant et a su faire usage de méthodes traditionnelles des mouvements sociaux, comme les manifestations et le boycott, ainsi que de variantes originales de ces tactiques. Dans les quartiers, des réseaux de réaction rapide ont créé des groupes sur la messagerie Signal pour mettre en contact les militant-es (qui pour beaucoup s'engageaient pour la première fois) et organiser la défense collective via diverses formes d'entraide pour aider les immigré-es à échapper aux patrouilles de l'ICE, comme la livraison de repas aux immigré-es. Quand l'ICE est repérée quelque part, elle est signalée sur les boucles Signal et les militant-es se précipitent sur les lieux pour aider et pour filmer ses activités. Les numéros de plaque d'immatriculation des véhicules de l'ICE sont diffusés et les militant-es suivent avec leur voiture les déplacements de l'ICE. Des sifflets sont utilisés pour alerter de la présence de l'ICE. La façon dont les militant-es s'organisent pour suivre en voiture les véhicules de l'ICE rappelle les piquets mobiles mis en place lors de la grève nationale du textile de 1934 et lors de la célèbre grève des camionneurs de Minneapolis de 1934.

« De très nombreux syndicats, dont la fédération AFL-CIO, ont exprimé leur opposition à l'ICE. »

Un boycott est organisé contre l'entreprise de location Enterprise et contre les hôtels Hilton, qui ont loué des véhicules à l'ICE et hébergé ses agent-es. Il s'agit d'adaptations des méthodes utilisées depuis les années 1980 pour faire pression sur les entreprises de façon indirecte, en ciblant leurs client-es. Dans tout le pays, lycéen-nes et étudiant-es ont refusé d'aller en cours pour protester contre les descentes de l'ICE, et de nouvelles mobilisations sont prévues pour le 1^{er} Mai.

De très nombreux syndicats, parmi les plus importants du pays, comme le Service Employees International Union (SEIU), United Auto Workers (UAW) et des syndicats enseignants locaux et nationaux dont l'American Federation of Teachers (AFT) et la National Education Association (NEA), ainsi que la fédération AFL-CIO elle-même, ont exprimé leur opposition à l'ICE. À Minneapolis, ces syndicats et d'autres encore ont soutenu les manifestations des 23 et 30 janvier.

May Day Strong

Le troisième pôle de résistance est May Day Strong (MDS), qui réunit des syndicats de gauche et des sections syndicales, comme le syndicat enseignant de Chicago CTU et des sections combattives du SEIU à Minneapolis. MDS est engagé dans la préparation d'une journée d'action le 1^{er} Mai (« May Day » en anglais) qui consisterait en une grève générale, une grève des études et une grève de la consommation. 3 000 personnes ont participé à une

visioconférence organisée récemment par MDS pour discuter des actions du 1^{er} Mai, notamment les grèves, le fait de ne pas aller en classe et le boycott économique. La mobilisation du 1^{er} Mai, cette année, ne fera sans doute pas l'objet d'une grève classique avec des débrayages à l'appel des syndicats, à cause des lois qui interdisent les grèves politiques, et des accords collectifs dans lesquels les syndicats ont renoncé à la grève. Mais l'agitation en faveur d'une grève générale va stimuler le débat autour de la question de la mobilisation sur les lieux de travail, des grèves de masse et de la nécessité de s'opposer aux lois qui restreignent l'action syndicale.

Il est tout à fait possible que les actions de ce 1^{er} Mai ressemblent un peu à celles de 2006 lors de la « Journée sans Latinos », qui avait vu des manifestations de masse dans des villes comme Los Angeles et Milwaukee – des villes où vit une importante population d'origine mexicaine et latino – ainsi que des grèves *de facto* réalisées lorsque de nombreux-ses travailleur-ses s'étaient mis en arrêt maladie ou n'étaient simplement pas venu-es au travail afin de manifester.

L'extrême gauche américaine et le mouvement anti-Trump

Au-delà de l'activité locale contre l'ICE à Minneapolis et ailleurs, et des manifestations No Kings !, les organisations d'extrême gauche ont organisé des manifestations en opposition aux agressions décidées par Trump contre le Venezuela et contre l'Iran, ainsi qu'en solidarité avec le mouvement anti-ICE. L'organisation de ces manifestations a été dominée par des organisations aux orientations campistes, comme le Party of Socialism and Liberation (PSL) et la Freedom Road Socialist Organization (FRSO). D'autres groupes également ont participé, dont Solidarity, organisation socialiste et révolutionnaire.

Jusqu'à présent, la plus importante organisation de la gauche américaine, Democratic Socialists of America (DSA), s'est davantage consacrée à l'intervention électorale qu'aux manifestations anti-guerre et à la contestation de masse de façon générale. Mais les choses sont en train de changer. Certaines sections de DSA ont participé à des actions sur le Venezuela et l'ICE, et il semble que DSA va s'impliquer dans l'opposition à la guerre que mène Trump au Moyen-Orient.



Perspectives d'unification du mouvement anti-Trump

Le climat social et politique actuel dans le pays a créé un espace immense pour la résistance. Ni la campagne menée contre les immigrés ni la guerre contre l'Iran ne vont faire disparaître l'affaire Epstein ou faire oublier aux classes populaires le coût de la vie, qui va encore augmenter avec la hausse du prix du pétrole provoquée par la guerre qui touche tout le Moyen-Orient. À la différence de l'opération menée au Venezuela, la guerre contre l'Iran promet de durer. Les sondages montrent déjà que l'agression américaine est peu soutenue et fortement rejetée. La guerre va également amplifier le mécontentement envers Trump parmi ses soutiens MAGA (Make America Great Again) et parmi certain-es élu-es républicain-es à qui il avait promis de mettre fin aux aventures militaires du type de la guerre en Irak.

Le mouvement anti-ICE à Minneapolis et dans tout le pays s'est profondément enraciné dans les quartiers populaires. Ces épisodes récents laisseront une marque indélébile dans la conscience de millions de personnes et beaucoup deviendront réceptif-ves à des analyses et à des programmes radicaux sur les plans social et politique.

Le fait que la population immigrée latino aux États-Unis fasse très majoritairement partie des classes populaires rend possible une évolution de la

conscience des masses, partant d'une simple défense de ses voisin-es (ce qui est la perspective actuelle de beaucoup des participant-es au mouvement anti-ICE) pour aller vers une opposition à Trump sur une base de classe plus claire. Les anticapitalistes et les syndicalistes de lutte doivent souligner la nature de classe des attaques de Trump et la composition populaire, ouvrière, des communautés immigrées qui subissent son offensive.

“Unifier les composantes de la coalition No Kings!, le mouvement anti-ICE et les doter d'une direction démocratique et ouvrière indépendante du Parti démocrate serait une avancée majeure.”

Unifier les différentes composantes de la coalition de masse No Kings! qui reflètent la résistance globale et sectorielle à Trump, avec le mouvement anti-ICE, et les doter d'une direction démocratique et ouvrière indépendante du Parti démocrate, serait une avancée majeure pour le mouvement anti-Trump. Mais des défis existent. Indivisible est une organisation verticale où les décisions sont prises par les ONG et non de façon démocratique par le mouvement. Et ses dirigeant-es affichent ouvertement leurs sympathies pour le Parti démocrate et leur intention d'utiliser les

manifestations pour appuyer le Parti démocrate.

May Day Strong pourrait peut-être jouer le rôle de lien entre les manifestations No Kings!, avec leurs différents éléments de gauche, et le mouvement anti-ICE, pour constituer un large mouvement anti-Trump dont les syndicats et les classes populaires prendraient la direction. Les organisateurices des manifestations du 28 mars pensent leur action comme une étape en vue du 1^{er} Mai, ce qui aidera à cette unité. Mais après le 1^{er} Mai, il y aura un gros effort de la part d'Indivisible pour orienter le mouvement vers le soutien au Parti démocrate pour les élections de mi-mandat de novembre 2026, ce qui aurait un effet démobilisateur sur le mouvement.

La puissance potentielle des trois composantes de la résistance à Trump réside dans son caractère de masse, dans son recours à des tactiques traditionnelles et nouvelles du répertoire protestataire, dans son enracinement profond dans les classes populaires et les communautés opprimées des États-Unis, et dans son indépendance vis-à-vis du Parti démocrate. Et vu les enjeux des élections de mi-mandat de novembre prochain, la préservation de l'indépendance du mouvement va être une tâche particulièrement importante. ■

Le 4 mars 2026



New York City, octobre 2025.
© Rhododendrites / CC BY-SA 4.0

Le processus de formation d'une nouvelle bourgeoisie vénézuélienne (2002-2026)

Depuis le début du 20^e siècle, l'exploitation pétrolière au Venezuela a déterminé les particularités de son développement capitaliste, la constitution des classes sociales et leurs représentations politiques, ainsi que le modèle d'enrichissement bourgeois et les formes de contrôle social (1).

Par
Luis Bonilla-Molina

L'économiste brésilien Celso Furtado définissait le cas vénézuélien comme un « *sous-développement avec abondance de devises* » se traduisant par la désindustrialisation, la corruption, une concentration rapide de la richesse entre quelques mains et une grande pauvreté.

Capitalisme rentier

Le terme « État rentier » a été popularisé par Hossein Mahdavy en 1970 pour décrire les États qui perçoivent des revenus massifs provenant de recettes extérieures (ici les redevances pétrolières) et qui développent des modèles économiques et politiques singuliers, avec une dépendance exacerbée à l'exploitation pétrolière, une redistribution clientéliste et une incitation très limitée à diversifier la production. Asdrubal Baptista a développé le concept de capitalisme rentier (1997) pour décrire le mode d'accumulation et d'enrichissement bourgeois au Venezuela, basé sur les revenus extérieurs plutôt que sur la production intérieure, avec tout ce qu'impliquent pour l'économie locale les fluctuations des prix du pétrole brut au niveau international.

Comme la bourgeoisie vénézuélienne est le résultat d'un processus d'enrichissement rentier, propre au développement inégal et spécifique du capitalisme dans le pays, il est

impossible d'étudier et de comprendre l'accumulation et la thésaurisation bourgeoises vénézuéliennes dans le cadre strict des modèles mondiaux ou régionaux. C'est pourquoi nous utilisons le terme thésaurisation pour décrire la capture et la concentration du capital, sans pour autant nier la nécessité pour la bourgeoisie de continuer à accroître sa richesse, en utilisant une partie de cet argent pour stimuler d'autres mécanismes d'accumulation par dépossession, comme c'est le cas avec les importations ou la spéculation financière.

L'architecture de la relation entre économie, pouvoir, politique et société du système rentier vénézuélien s'est structurée à partir des années 1920, avec des tensions permanentes entre dictature et démocratie, les partis politiques et d'autres liens sociaux organisés, le rôle de l'État et l'économie sociale, qui font du système rentier un phénomène non seulement économique, mais aussi politique, culturel et social. La manière même de comprendre la science, l'innovation, le développement technologique et l'éducation a été fortement influencée par le système rentier, qui imposait en outre un cosmopolitisme consumériste dans tous les domaines.

Origines de la crise vénézuélienne actuelle

Le système de la rente pétrolière a connu un essor exceptionnel à partir des



Luis Bonilla-Molina

Luis Bonilla-Molina est professeur à l'université, militant du courant Comunes du Venezuela et membre de la direction de la Quatrième Internationale.

booms pétroliers de 1973-1974 et 1979-1981, entraînant une forte croissance du PIB jusqu'au milieu des années 70, avec des signes de stabilité macroéconomique (faible inflation, taux de change fixe à 4,30 bolivars pour un dollar depuis 1964, dette extérieure modérée), mais ce modèle s'est avéré instable à long terme en raison de son extrême dépendance aux revenus pétroliers, des dépenses publiques en expansion, de la surévaluation du bolivar et du manque de diversification productive. Une part importante des revenus était consacrée à l'intégration politique et au contrôle social, à la consommation et aux mécanismes d'une ascension sociale fondée sur des inégalités dans la manière d'obtenir et d'exposer ses biens.

À la fin du gouvernement de Carlos Andrés Pérez (1978) et pendant le mandat de

1) Dans les limites imposées de cet article, nous n'avons pu aborder que les étapes les plus représentatives de la formation de la nouvelle bourgeoisie entre 2002 et 2026, mais il faudrait compléter ce travail par une analyse des tensions que cela a générées avec les classes populaires à chacune des étapes, comme illustration des différents moments de la lutte des classes.



Herrera Campins et Rafael Caldera pendant la campagne pour les élections présidentielles de 1978. © Archivo Rafael / CC BY-SA 4.0

Luis Herrera Campins (1979-1984), des signes d'effondrement du modèle sont apparus, avec la contraction du PIB réel par habitant au cours de certains trimestres ou années, la chute du taux d'accumulation du capital, une inflation qui passe de niveaux modérés (7 % en 1978) à des niveaux plus élevés, affectant de manière accélérée la qualité de vie de la population, l'augmentation de la dette extérieure, les déficits budgétaires et commerciaux naissants. L'intellectuel vénézuélien Arturo Uslar Pietri disait que le Venezuela avait dilapidé pendant cette période l'équivalent de vingt plans Marshall.

La période 1979-1983 est marquée par une accélération de la crise du modèle, conséquence de la chute des prix du pétrole (1981-1982), qui entraîne une baisse des exportations de 30 %, une fuite massive de capitaux, que certains économistes estiment à 8 milliards de dollars. Elle se cumule avec la crise de la dette extérieure latino-américaine, qui affecte les possibi-

2) À partir du Caracazo de 1989, la forme d'État populaire-national s'effondre, c'est le retour à la contradiction entre le monde militaire et civil, la remise en question du pouvoir électoral, l'éloignement radical entre la bourgeoisie créole et ses représentants politiques au gouvernement, le processus d'émergence d'une nouvelle bourgeoisie, les tensions du nouveau modèle de polyclassisme qui tente de promouvoir la révolution bolivarienne, l'échec définitif du contrôle des changes, les problèmes liés au type de contrôle des prix qui ont conduit à la pénurie, et l'évaporation du développementisme bourgeois, la fermeture démocratique (2024-2026) et le risque de perte de la République face aux prétentions coloniales américaines (avec la soumission de la junte au pouvoir depuis le 3 janvier 2026). Sortir de la crise structurelle vénézuélienne implique de résoudre simultanément – ou du moins de manière convergente – tous ces problèmes, ce qui s'avérera très complexe dans une situation coloniale telle que celle qui s'est ouverte en janvier 2026.

lités de refinancement, et la baisse brutale des réserves de change (de 19 milliards en 1981 à 4 milliards en 1983), marquant le début de ce que l'éminent analyste Malfred Gerig appelle la longue dépression vénézuélienne. Cette crise s'accélère et s'amplifie avec l'arrivée de la mondialisation néolibérale et ses pressions sur l'État-nation, le démantèlement de l'État-providence et le début du cycle postfordiste.

Les mesures gouvernementales prises en février 1983, ce n'est pas seulement la suspension temporaire de l'échange libre de devises, la dévaluation du bolivar, le début de la perte de pouvoir d'achat de la population (70 à 75 % en quelques heures seulement pour les économies et les salaires en bolivars), l'imposition de restrictions à la sortie de devises, c'est aussi l'effondrement du modèle de thésaurisation rentière. C'est le début de la crise systémique que connaît actuellement le Venezuela, qui dure depuis 43 ans sans solution, et dont ce qu'on appelle révolution bolivarienne a été une tentative malheureusement vaine de surmonter le modèle rentier, et encore plus de construire une issue anticapitaliste. À cette éclosion se sont ajoutées d'autres crises complémentaires (2) qui rendent plus complexe encore une issue pour le monde du travail.

La révolution bolivarienne entre deux tourbillons

Le coup d'État de 2002 a pendant quelques heures écarté Chávez du pouvoir et placé à la tête du gouvernement dit

de salut national le leader de la fédération patronale Fedecamaras, Carmona Estanga (avec le soutien de María Corina Machado). Cela a provoqué une rupture sans précédent entre la bourgeoisie et le pouvoir politique et a reconfiguré les relations entre les dirigeants de la révolution bolivarienne et la bourgeoisie.

À partir de 2002, Chávez a lancé deux projets parallèles : d'une part la construction du pouvoir populaire et du socialisme du 21^e siècle et, d'autre part, le projet économique de la révolution, visant à constituer une nouvelle bourgeoisie. Cette dualité exprimait l'une des formes que prenait la lutte des classes au Venezuela à cette époque.

Cette situation a suscité – et continue de susciter – un débat au sein de la gauche radicale sur la question de savoir s'il fallait ou non soutenir la révolution bolivarienne, en particulier face à ce tournant (qui, il faut le souligner, n'était pas clairement visible à l'époque). Une partie importante de la gauche a choisi de soutenir l'appel, progressiste, à construire le pouvoir populaire puis le socialisme du 21^e siècle, dans le cadre de la lutte des classes. Une autre question qui pourrait être débattue est de savoir jusqu'à quand il était juste de le soutenir.

Comme nous l'avons mentionné, le modèle d'accumulation et d'enrichissement rentier du Venezuela est une sorte d'anomalie, qui ne correspond pas aux modèles fordistes du capitalisme industriel, mais qui ne s'inscrit pas non plus dans le postfordisme de la production des sujets politiques et sociaux. Il semble plutôt s'agir d'une sorte d'hybride, avec une identité propre dans le cadre de l'accumulation bourgeoise et du capitalisme du 21^e siècle.

“1983 est le début de la crise systémique que connaît le Venezuela depuis 43 ans.”

Le labyrinthe bancaire

Dans les économies rentières comme celle du Venezuela, le système bancaire ne fonctionne pas toujours comme un moteur de crédit pour la production capitaliste, mais plutôt comme un pont ou un intermédiaire de la rente. L'enrichissement par le biais du système bancaire vient de la manipulation de variables financières que seul l'État contrôle.

Entre 2002 et 2009, la thésaurisation s'est opérée par plusieurs méthodes

essentielles. La première est l'arbitrage (3) via des titres de dette libellés en dollars (*notas estructuradas*). Le gouvernement émettait des obligations souveraines ou des titres de dette de PDVSA (4), libellés en dollars, mais autorisait leur acquisition par des banques nationales en bolivars, à un taux de change subventionné (5). Les banques et leurs clients privilégiés (pour la plupart liés aux hiérarchies gouvernementales) ont acquis ces titres, puis les ont vendus à leur prix réel sur le marché international du dollar.

La deuxième voie était le « float » – la gestion des fonds publics –, un mécanisme qui permettait aux ministères et aux entreprises publiques de déposer leurs ressources budgétaires dans des banques privées, et non à la Banque centrale. Les banques utilisaient ces dépôts pour les placer dans des titres d'État qui rapportaient des intérêts (comme s'il s'agissait de bons du Trésor). En d'autres termes, la banque gagnait des intérêts en « prêtant » à l'État son propre argent, générant ainsi des gains financiers à faible risque.

Troisièmement, le crédit indexé sur l'inflation et la dévaluation, par lequel les banques accordent des crédits en bolivars à des taux d'intérêt inférieurs à l'inflation (taux réels négatifs), ce qui fait que ceux qui ont accès au crédit bancaire dans ces conditions (généralement des secteurs liés à l'élite politique) utilisent cet argent pour acheter des actifs (biens immobiliers) ou des dollars sur le marché noir en constante hausse. Ainsi, à la fin de la durée du prêt, ils remboursent à la banque des bolivars qui n'ont aucune valeur par rapport aux biens qu'ils ont acquis. Cela a fonctionné comme une accumulation par dépossession, en transférant la richesse des épargnants (dont l'argent perdait de la valeur) vers les grands débiteurs ayant des connexions politiques.

Quatrièmement, les commissions d'intermédiation bancaire, qui se concrétisaient dans le cadre du système de contrôle des changes tel que CADIVI, SICAD ou SIMADI, au sein desquelles les banques agissaient en tant qu'opérateurs. La banque constituait le filtre permettant à une entreprise

d'accéder aux devises subventionnées, ces institutions financières percevaient des « commissions d'intermédiation » ou exigeaient l'ouverture de comptes dans des banques étrangères dont les dirigeants locaux étaient propriétaires ou associés. Ce mécanisme permettait aux revenus pétroliers d'être transférés vers des paradis fiscaux ou des comptes privés sous couvert d'opérations légales d'importation.

Cinquièmement, les *banca de maletín* (banques de mallette), des institutions financières créées dans le seul but de mettre en œuvre le système mentionné dans les quatre points précédents. Il ne s'agissait pas de banques au sens habituel du terme, c'est-à-dire qu'elles ne disposaient pas de succursales ou de réseau

3) L'arbitrage est l'achat simultané d'un actif sur un marché où il est sous-évalué et sa revente sur un autre marché où il est surévalué.

4) Petróleos de Venezuela, S.A. est la compagnie pétrolière nationale du Venezuela, fondée en 1976 lors de la nationalisation du secteur des hydrocarbures.

5) Au Venezuela, le dollar était subventionné, sa valeur officielle étant inférieure à sa valeur réelle sur le marché, un écart qui servait de mécanisme de captation des revenus pétroliers.

“ Dans les économies rentières comme celle du Venezuela, le système bancaire ne fonctionne pas toujours comme un moteur de crédit pour la production capitaliste, mais plutôt comme un pont ou un intermédiaire de la rente. ”





d'agences ouvertes au public, mais plutôt de bureaux de gestion financière. Elles servaient également à blanchir les revenus pétroliers obtenus par la surfacturation, les contrats publics ou la corruption directe, en les transférant via le système international Swift (6) avant que les contrôles officiels ne puissent les détecter.

En résumé, une partie du système bancaire a fonctionné comme un mécanisme de concentration du capital pour la formation de la nouvelle bourgeoisie, en attirant les dépôts de l'État, en transformant les bolivars en dollars par arbitrage, en capturant la différence due à la subvention du dollar officiel et en facilitant la fuite des capitaux vers le système financier mondial. De par son origine, la nouvelle bourgeoisie ne présente pas de traits nationalistes ; au contraire, elle s'insère rapidement dans la logique du système-monde.

C'est à cette période (2004) que le ministère de l'Alimentation est créé, qui, comme nous le verrons plus loin, sera fondamental pour diversifier le modèle d'accumulation et d'enrichissement bourgeois.

La nouvelle bourgeoisie projetée sur la scène publique

La crise bancaire de 2009 a mis en évidence cette forme de concentration du capital opérée par la nouvelle bourgeoisie. L'élément déclencheur est le système des *notas estructuradas*, qui s'était étendu à l'achat de titres de la dette d'autres pays (en particulier l'Argentine et l'Équateur) ainsi qu'à l'acquisition par l'État d'obligations de la République, ensuite revendues au secteur bancaire local, en particulier aux établissements où opéraient les représentants

de la nouvelle bourgeoisie. Les banques achetaient à l'État ces titres au prix officiel du bolivar, 8) Le SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) est un système international sécurisé de messagerie financière qui permet aux banques d'envoyer et recevoir des instructions de paiement à travers le monde. Sans accès au SWIFT, un pays a difficilement la possibilité d'effectuer des transactions internationales en devises.

mais comme il s'agissait d'instruments libellés en dollars, elles les revendaient en devises américaines sur le marché parallèle, ce qui augmentait leur marge bénéficiaire et générait une liquidité massive et immédiate. Ainsi, de petites banques, créées ou acquises entre 2002 et 2009, ont pu se transformer d'entités modestes en gestionnaires de fortunes considérables.

Cela a montré le caractère pervers de l'achat de banques avec l'argent de l'État lui-même, que l'on appelle l'« auto-achat ». De nouveaux (et anciens) entrepreneurs, disposant de relations politiques, recevaient des dépôts massifs de la part d'entités publiques (telles que les ministères des finances ou PDVSA). Ils utilisaient ces liquidités pour acheter d'autres banques ou compagnies d'assurances (l'État a fait appel aux assurances privées pour ses employés, ce qui a fonctionné comme un mécanisme supplémentaire d'accumulation de richesse). La nouvelle bourgeoisie est devenue propriétaire de banques grâce à l'argent qu'elle devait garder en dépôt, et non avec ses propres capitaux. Lors de la crise financière de 2009, il est apparu que des membres de la famille et des proches de hauts fonctionnaires étaient propriétaires de banques et de compagnies d'assurance constituées selon ces schémas.

Le mécanisme de concentration du capital ne s'est pas arrêté là, au contraire, il s'est élargi à travers un cycle consistant à transformer des dépôts publics en crédits accordés à des entreprises appartenant aux mêmes groupes. Contrairement au discours politique de l'opposition de droite, l'ancienne bourgeoisie n'est pas restée étrangère à ce système de concentration des richesses ; au contraire, elle a

contribué à le dynamiser, en agissant en tant que correspondante et opératrice des grandes émissions d'obligations de la dette qui alimentaient le marché financier spéculatif. De plus, constatant le « risque pays » (7) induit par l'accélération prédatrice de cette dynamique, elle a choisi de vendre ses établissements bancaires à la nouvelle bourgeoisie, souvent à des prix surévalués.

Finalement, face à cette crise bancaire qui portait les traces évidentes de la nouvelle bourgeoisie, l'État a agi comme à son habitude, en lançant un plan de sauvetage public et en socialisant les pertes au détriment de la population. Lorsque le système des *notas estructuradas* s'est épuisé, les banques ont commencé à présenter des déficits de fonds propres (*huecos patrimoniales*) en raison du détournement de fonds vers des entreprises personnelles, ce qui a entraîné l'effondrement du modèle d'accumulation bourgeois. À partir de novembre 2009, l'État est intervenu dans une série de banques (Banco Canarias de Venezuela, Banco Confederado, Bolívar Banco, Banpro ou Banco Provienda, Banco Real, Central Banco Universal, Baninvest et Banorte). Si la crise bancaire au Venezuela a subi les contrecoups de la crise mondiale de 2008, il est nécessaire d'analyser ses singularités.

Cette intervention bancaire et les accusations portées contre le « tsar » du réseau alimentaire populaire MERCAL ont mis en évidence la manière dont les programmes sociaux étaient utilisés pour ce modèle d'accumulation par dépossession, faisant de la pauvreté un élément à l'origine de la nouvelle bourgeoisie et de son développement. En soulignant la participation évidente du Trésor public dans l'orientation des dépôts publics et l'attribution des *notas estructuradas*.

Cette crise a abouti à la création de la Banco Bicentenario, qui a absorbé et géré le sauvetage de la crise, en s'appuyant sur une banque publique considérée comme efficace, à savoir Banfoandes. L'État a utilisé les revenus pétroliers pour rembourser les épargnants. 2009 a été l'année où est devenue évidente et indéniable l'existence de deux projets parallèles au sein de la soi-disant révolution bolivarienne : le projet populaire-socialiste-communautaire et celui de la création d'une nouvelle bourgeoisie, qui prétendaient être réunis dans un nouveau modèle de gouvernance interclassiste.

6) Le SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) est un système international sécurisé de messagerie financière qui permet aux banques d'envoyer et recevoir des instructions de paiement à travers le monde. Sans accès au SWIFT, un pays a difficilement la possibilité d'effectuer des transactions internationales en devises.

7) Le risque pays désigne l'ensemble des conditions économiques, politiques, sociales et institutionnelles propres à un État, susceptibles d'affecter la sécurité, la rentabilité ou la continuité des investissements et des activités économiques qui y sont menés.

Les sociétés de bourse et les maisons de courtage (8) dans l'accumulation de richesse

Après la crise bancaire, l'essentiel du modèle de concentration du capital et d'enrichissement bourgeois (2008-2010) s'est déplacé vers les opérations des sociétés de bourse et les maisons de courtage, période connue sous le nom d'ère du *dólar permuta* : durant cette période, l'accumulation s'est réalisée par le biais de l'arbitrage de titres. L'accès aux dollars officiels par l'intermédiaire de la CADIVI (agence publique de contrôle des changes) étant très lent (et réservé à certains), les sociétés de bourse ont créé un marché parallèle légalisé fondé sur l'achat et la vente de titres, libellés en dollars, mais acquis en bolivars. Dans cette triangulation, les sociétés de bourse transféraient le titre sur un compte à l'étranger (Panama, Suisse, Miami), le revendaient au taux de change normal (non subventionné), ce qui permettait au propriétaire de ces titres d'obtenir des dollars à l'étranger (contribuant à la fuite de capitaux), tandis que les sociétés de bourse réalisaient des bénéfices sur l'intermédiation. Cela a contribué au développement de l'écart entre le dollar officiel et le dollar parallèle. Parallèlement, l'arbitrage des titres permettait à certaines sociétés de bourse de recevoir des attributions directes de bons du Trésor public (*Tesorería Nacional*), qu'elles revendaient à d'autres acteurs économiques à un prix surévalué, empochant au passage la différence. Certains analystes estiment qu'en une seule journée, une société de bourse pouvait gagner des millions de dollars. Dans ce contexte, les opérateurs boursiers, les fonctionnaires et les nouveaux bourgeois ont développé un modèle d'accumulation de richesse très particulier.

Entre 2008 et mai 2010, cela a créé une bulle spéculative autour des sociétés de bourse, qui opéraient dans des bureaux luxueux sans disposer de véritables portefeuilles de clients investisseurs minoritaires et étaient utilisées pour réaliser des bénéfices grâce à des contrats publics surfacturés et pour sortir des capitaux du pays. Ce système a explosé avec le « Casazo », qui a conduit la Banque centrale du Venezuela (BCV) à interdire aux sociétés de bourse de négocier



© PrensaBBDP - Own work, CC BY-SA 4.0

des titres libellés en dollars et à créer ainsi le SITME (Système de transactions avec des titres en devises étrangères) qui a centralisé le commerce des obligations au sein de la BCV. Cela montrait que la dynamique de captation des capitaux par la bourgeoisie se déplaçait vers les endroits où l'État plaçait l'excédent des revenus pétroliers.

Contrôle des changes, importations et accumulation

À partir de ce moment (2010), un axe central de l'appropriation bourgeoise du capital rentier est devenu l'importation de denrées alimentaires pour les secteurs populaires, qu'elles soient cédées à des prix subventionnés ou livrées directement à coût nul. Ce système s'appuie sur l'arbitrage des importations (l'ère CADIVI/CENCOEX), en utilisant la sous-traitance internationale et le contrôle logistique, en utilisant l'expérience de l'arbitrage bancaire pour l'arbitrage alimentaire et en plaçant la rente pétrolière dans des cagnottes alimentaires.

En effet, avec la fermeture du marché boursier, le mécanisme idéal pour obtenir des dollars bon marché (subventionnés par le pétrole/la capture de rente) consistait à les demander à l'État dans le but d'importer des denrées alimentaires. Cela créait un mécanisme très pervers : un importateur pouvait se voir accorder 1 million de dollars, en laisser 500 000 sur un compte à l'étranger et n'en utiliser que la moitié pour importer des denrées alimentaires dans le pays ; lorsque l'État les achetait,

au prix du marché calculé en dollars réels, le prêt était remboursé. À cette époque, on parlait de conteneurs vides, d'autres remplis de pierres déclarés comme cargaison alimentaire, et de scandales liés aux produits périmés achetés avec cette méthode permettant de maximiser les bénéfices. Pour mieux comprendre le mécanisme d'accumulation, il faut savoir que, alors que la valeur réelle d'un dollar était de 100 bolivars, les importateurs bénéficiaient d'un taux de change de 6,30 bolivars pour un dollar, ce qui représentait à lui seul une fortune qui s'accumulait immédiatement.

La mort de Chávez en 2013 a permis l'émergence du madurisme, l'expression politique d'une nouvelle vague d'accumulation vorace de la nouvelle bourgeoisie et la réponse à la chute des prix du pétrole, qui a conduit ce secteur à liquider la partie du projet national-populaire-socialiste impulsé par Chávez, pour se concentrer sur la consolidation du processus de thésaurisation des nouveaux riches. Delcy Rodríguez (actuelle présidente par intérim), Jorge Rodríguez (président du Parlement), Diosdado Cabello (ministre des Relations intérieures) et Vladimir Padrino (ministre de la Défense, désormais décredibilisé) faisaient partie intégrante du madurisme et sont aujourd'hui prêts à s'adapter au rôle de conseil d'administration colonial que leur ont assigné les États-Unis.

8) Une maison de courtage est une entreprise qui agit comme intermédiaire pour acheter et vendre des titres (actions, obligations) pour le compte de clients, en fournissant parfois des conseils ou services financiers. Une société de bourse est une institution accréditée à négocier directement sur une bourse officielle, jouant un rôle similaire à une maison de courtage mais avec l'accès au marché réglementé et la capacité d'opérer pour son propre compte ou celui de ses clients.

“ À partir de 2010, un axe central de l'appropriation bourgeoise du capital rentier est devenu l'importation de denrées alimentaires pour les secteurs populaires. ”



La solution au problème alimentaire et le modèle d'accumulation par dépossession

À partir de la mise en place et de la nationalisation des Conseils locaux d'alimentation et de planification (CLAP) en 2016, on est passé d'entreprises privées d'importation qui servaient d'aspirateurs de revenus, à des réseaux d'intermédiaires transnationaux ayant des connexions directes dans les hautes sphères du pouvoir. Cela a permis non seulement d'accumuler des richesses, mais aussi de construire des relations politiques avec des secteurs auparavant hostiles, notamment des entreprises liées sur le plan international à la social-démocratie ou même à l'extrême droite (cas d'hommes d'affaires colombiens associés à des secteurs accusés de liens avec les paramilitaires). Ces entreprises achetaient des produits de mauvaise qualité sur le marché mondial et les vendaient comme s'ils étaient de première qualité dans le pays, quadruplant ainsi leurs bénéfices. Le contrôle de la logistique (où étaient impliquées de nombreuses entreprises liées à des personnalités militaires) fonctionnait comme un autre mécanisme de captation de revenus via le fret et des processus de distribution sur les territoires (livraison aux conseils communaux ou aux CLAP). La pauvreté, la pénurie, l'inflation et la faiblesse du pouvoir d'achat contribuaient ainsi à l'enrichissement de la bourgeoisie et au maintien de l'ossature non idéologique du pouvoir.

En d'autres termes, on est passé des *notas estructuradas* et des obligations aux caisses alimentaires, du différentiel bancaire de la BCV à l'élargissement de ce différentiel plus les surcoûts, de la perte de la souveraineté financière à celle de la souveraineté alimentaire, en particulier après les sanctions et les mesures coercitives unilatérales appliquées par les États-Unis et les nations européennes. Les sanctions ont favorisé le modèle de captation de la rente, de concentration du capital et d'enrichissement de la nouvelle

bourgeoisie. À ce stade, la thésaurisation ne nécessitait pas l'intervention des banques, mais reposait sur l'existence d'une entreprise partenaire dans des pays où les contrôles étaient souples, et de contacts de haut niveau au sein du gouvernement qui accordaient les licences d'importation et l'accès aux devises subventionnées par l'État.

L'arc minier, l'or, les terres rares et l'économie numérique dans la consolidation d'une nouvelle bourgeoisie

Lorsque les sanctions américaines sont entrées en vigueur et que le Venezuela a quitté le système SWIFT, les mécanismes ont dû être dématérialisés (avec des cryptomonnaies) ou revenir à des valeurs physiques (exploitation et appropriation de l'or). Lorsque les États-Unis ont gelé les comptes

à l'étranger de la BCV et de PDVSA, le projet de l'Arc minier de l'Orénoque (9) a été lancé à plein régime. N'étant soumis à aucun contrôle public et ne rendant de comptes à personne, il a fait de la production d'or la caisse noire de la nouvelle bourgeoisie et du gouvernement, créant ainsi un nouveau mécanisme d'accumulation de richesses.

L'opacité à ce sujet est totale, on ne sait pas quelles sont les réserves d'or, ni comment le métal précieux provenant de l'arc minier a été vendu et stocké. En outre, autour de l'Orénoque, l'exploitation des terres rares, ou «sables noirs», a commencé par l'intermédiaire de la Corporación Venezolana de Minería (CVM), en particulier autour de la cassitérite (minerai d'étain), du nickel, du rhodium, du titane et d'autres minéraux, dont l'exploitation, la commercialisation et les revenus hautement flexibilisés contribuent à l'accumulation de richesses pour la nouvelle classe sociale bourgeoise.

Pour leur part, les cryptomonnaies, particulièrement encouragées par le gouvernement depuis 2016-2017, avec des fermes de minage de Bitcoin, ont constitué un autre modèle d'accumulation par dépossession, grâce à des mécanismes financiers spéculatifs, qui ont permis à la bourgeoisie locale d'«apprendre» à générer des bénéfices dans des environnements très volatils. Avec la création du Petro

(2017), la cryptomonnaie vénézuélienne, cette monnaie numérique a fonctionné comme un mécanisme de négociation internationale qui contournait les contrôles des pays appliquant les sanctions. L'utilisation de Stablecoins (USDT) permettait de vendre du pétrole et de faire du commerce sans avoir à demander l'autorisation du système bancaire mondial. Ce système s'est effondré lorsque 23 milliards de dollars ont disparu des finances publiques, et qu'il est apparu que des dettes avaient été enregistrées comme des créances de PDVSA, alors qu'elles avaient été régularisées, mais que les ressources correspondantes avaient été converties en monnaies numériques par de nouveaux riches occupant des postes élevés au sein du gouvernement, en particulier dans la compagnie pétrolière nationale.

La circulation de dollars provenant de l'or, l'arbitrage des cryptomonnaies et la surfacturation ont généré ce que les économistes appellent «le mirage de la reprise», ou la bulle de consommation, localisée et segmentée dans le rayon d'action de ceux qui gravitent autour de cette sous-économie. Cela a conduit à l'émergence des Bodegones, des commerces où l'on trouvait toutes sortes de marchandises importées, des entreprises servant de mécanismes de captation de la rente, majoritairement détenues par des familles de politiciens et de militaires. De même, l'ouverture de concessionnaires d'automobiles haut de gamme et de luxe fonctionnait comme un autre mécanisme de captation de ce type de revenus. D'autres débouchés pour ces flux de capitaux se sont traduits par l'activation du marché immobilier, la construction de grands immeubles et de centres commerciaux.

Lorsque le procureur général de la République a annoncé l'incarcération des responsables de la fuite des cryptomonnaies, il a précisé que les monnaies numériques et les fonds de PDVSA avaient été utilisés par le secteur accusé de corruption pour accroître la dévaluation du bolivar et la hausse du prix du dollar, comme autre mécanisme d'appropriation des revenus. En d'autres termes, la tragédie qui vivait la classe ouvrière vénézuélienne, conséquence de la dévaluation du pouvoir d'achat du bolivar et de l'inflation, n'était pas seulement le résultat des sanctions américaines, mais aussi du système d'accumulation de richesses qui fonctionnait grâce à l'augmentation constante et croissante du prix du dollar orchestrée par la nouvelle bourgeoisie et les hauts fonctionnaires qui contrôlaient les cryptomonnaies et les revenus pétroliers.

9) L'Arco Minero del Orinoco est une zone minière stratégique au Venezuela, créée en 2016 sur environ 112 000 km² autour du fleuve Orénoque. Elle regroupe l'exploitation de l'or, des terres rares, du nickel, du titane et d'autres minéraux.

À chacune de ces étapes, l'argent de la corruption était blanchi par ces mécanismes de captation élargie de la rente, le budget public étant une autre source d'enrichissement bourgeois. Cela explique pourquoi le Venezuela, malgré des revenus cumulés équivalant à 10 plans Marshall au cours des 25 dernières années, a vu ses infrastructures se détériorer rapidement, tout comme les conditions de vie matérielles de la population. Le binôme corruption-pauvreté a fonctionné comme un système d'accumulation par dépossession.

“ Depuis 2018, la nouvelle bourgeoisie vénézuélienne a intensément travaillé pour s'entendre avec l'ancienne bourgeoisie et former une seule classe. ”

La nécessité d'un accord inter-bourgeois

La recherche d'accords au sein de la bourgeoisie pour se maintenir au pouvoir est liée à la nature de la bourgeoisie en tant que classe sociale. C'est pourquoi, depuis 2018, la nouvelle bourgeoisie vénézuélienne a intensément travaillé pour s'entendre avec l'ancienne bourgeoisie et former une seule classe sans divisions conflictuelles. Pour atteindre cet objectif, il était nécessaire de rétablir les relations avec les États-Unis, en montrant que ce qui restait de la révolution bolivarienne avait perdu toute capacité et toute volonté de radicalité. Les négociations ont été rendues publiques à partir de 2019, lorsque Maduro a confirmé que des pourparlers avaient été engagés avec la première administration Trump. Elles se sont poursuivies sous Biden (et reconnues par celui-ci le 8 mars 2022), le Venezuela reprenant son rôle de fournisseur fiable de pétrole aux États-Unis dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Entre 2018 et 2026, un rapprochement accéléré s'est produit entre les deux bourgeoisies, à tel point qu'aujourd'hui nous sommes nombreux à penser que les deux sont pratiquement intégrées dans leurs intérêts et le visage visible de cette fusion est Delcy Rodríguez, l'actuelle présidente par intérim. Depuis 2021, Delcy Rodríguez est l'invitée d'honneur des assemblées annuelles de l'association patronale Fedecamaras et, après les événements du 3 janvier 2026, c'est elle qui a appelé à un assouplissement juridique pour encourager les investissements privés, nationaux et internationaux, avec l'approbation consensuelle non seulement de toute la bourgeoisie nationale, mais aussi internationale.

Pour parvenir à ce consensus bourgeois, entre 2018 et 2026 non seulement tous les partis de gauche ont été interdits et placés sous tutelle, mais un ensemble de mesures de libéralisation de l'économie, de restriction des libertés syndicales et du droit de grève a été appliqué, la liberté d'opinion a été limitée et la souveraineté populaire a été confisquée. La loi anti-blocus (euphémisme pour imposer un nouvel ajustement néolibéral à l'économie vénézuélienne) et la loi sur les zones économiques spéciales ne sont que des expressions de ce réaménagement.

La bourgeoisie vénézuélienne (des 4^e et 5^e Républiques) accepte la relation coloniale

Dans le cadre de l'émergence d'un nouvel ordre mondial, que les États-Unis aspirent à diriger, l'octroi de droits pétroliers et l'économie mise en place par Maduro sont devenus insuffisants pour Washington : l'administration Trump veut un accès total à l'énergie et aux richesses vénézuéliennes. En août 2025, l'offensive militaire américaine dans le sud des Caraïbes a commencé, alors que la bourgeoisie vénézuélienne, unifiée, tentait de maintenir le statu quo en matière de thésaurisation. La fermeture démocratique mise en place depuis juillet 2024 n'est pas au centre des préoccupations de cette bourgeoisie unifiée, pas plus qu'elle ne l'est pour les États-Unis après les événements du 3 janvier 2026.

Dans les 30 jours qui ont suivi l'attaque impérialiste contre le Venezuela, la capture et l'enlèvement de Maduro, et l'imposition d'une situation de protectorat, supervisée directement sur le territoire par la chargée d'affaires américaine au Venezuela Laura Dogu, le « Conseil d'administration colonial » (Delcy Rodríguez, Jorge Rodríguez, Diosdado Cabello et Vladimir Padrino) a lancé une série de réformes législatives structurelles visant à garantir que, dans la nouvelle situation de domination, la bourgeoisie locale reçoive une part de l'accumulation

de la rente. Les lois commerciales ont été modifiées et simplifiées, la loi sur les hydrocarbures a été réformée, rompant même avec le nationalisme limité promu par la social-démocratie vénézuélienne en 1943 et 1976, ramenant le pays à l'époque où les multinationales pétrolières dictaient les relations avec le fisc national. La diminution du pourcentage des redevances (de 30 % à 15 %), l'autorisation accordée aux multinationales de vendre directement le pétrole et l'acceptation de la capacité des États-Unis à décider de la gestion des ressources provenant du commerce pétrolier constituent une tentative honteuse de la bourgeoisie unifiée et du « conseil d'administration colonial » de maintenir un certain niveau de contrôle sur l'accumulation. Une réforme du droit du travail est désormais annoncée afin de finaliser l'ajustement structurel dicté par l'administration Trump.

La bourgeoisie unifiée actuelle est allée plus loin que ne l'avait fait l'ancienne bourgeoisie sous la 4^e République, abandonnant toute trace de nationalisme et acceptant la situation de protectorat colonial que les États-Unis veulent imposer. Mais le dernier mot reviendra aux événements de la lutte des classes à venir. ■

Le 11 février 2026



« Le blocus a entraîné une baisse des recettes en devises du pays, un effondrement de la production pétrolière, la fermeture des échanges extérieurs, un affaiblissement de la monnaie et une fuite des capitaux. Biden, lève le blocus maintenant! » © Guaiquerí / CCO



Trump, Poutine et l'Ukraine : vers un partage des zones d'influence au détriment des peuples

Depuis le début de son second mandat, Donald Trump redéfinit la stratégie internationale des États-Unis selon une logique brutale de rapports de force entre grandes puissances. Tout en multipliant les politiques agressives au Moyen-Orient et dans les Amériques, son administration a engagé un repositionnement stratégique vis-à-vis de la Russie.

Par
Éric Toussaint

Loin d'être présentée comme l'ennemi central de l'ordre mondial, Moscou est désormais traitée comme un adversaire secondaire avec lequel un arrangement serait possible. L'objectif de Washington est clair : empêcher que la Russie ne renforce davantage son alliance avec la Chine, considérée comme le rival systémique principal des États-Unis (1). C'est une différence par rapport à son premier mandat et à celui de Joe Biden de 2021 à 2024.

Les documents stratégiques publiés par l'administration Trump entre décembre 2025 et le début de 2026 confirment ce tournant. La Russie y est décrite comme une menace « persistante mais gérable », tandis que les dirigeant-es européen-nes sont accusés d'exagérer le danger qu'elle représenterait et d'entretenir des attentes irréalistes quant à l'issue de la guerre en Ukraine. Dans le même temps, Washington affirme vouloir négocier une fin rapide de la guerre sous son égide.

Ce repositionnement ouvre la voie à un scénario lourd de conséquences : un arrangement entre puissances impérialistes – les États-Unis et la Russie – qui pourrait se faire au détriment du peuple ukrainien.

1) « Pourquoi Washington a fait de la Chine son adversaire stratégique central », Éric Toussaint, 19 janvier 2026, CADTM.

La politique de Trump à l'égard de la Russie

Depuis le début de son deuxième mandat, Donald Trump a obtenu de Vladimir Poutine que, au-delà des protestations verbales, il ne réagisse pas aux actes d'agression perpétrés par Washington contre des alliés de Moscou, que ce soit le Venezuela ou l'Iran, ou encore par rapport au blocus total de Cuba appliqué depuis fin janvier 2026. Trump a opéré un tournant par rapport à la politique adoptée au cours de son premier mandat au cours duquel il mettait la Chine et la Russie sur un même plan en les considérant comme des adversaires voulant remettre en cause l'ordre international dominé par Washington.

“ Trump affirme son droit à user de la force partout dans le monde et reconnaît de fait le droit de Poutine à faire de même dans un périmètre plus limité notamment en Ukraine. ”

Donald Trump envoie comme message à Poutine qu'il est disposé à accepter que Moscou use et abuse de la force dans son environnement géographique, notamment en Ukraine tout comme Washington le fait dans les Amériques, au Proche-Orient et ailleurs. Trump affirme son droit à user de la force partout dans le monde et reconnaît de fait le droit de Poutine à faire de même dans un périmètre plus limité qui correspond à une partie du territoire de l'ex-empire russe du temps des tsars et de l'ex-Union soviétique. Cela correspond à une logique classique de partage implicite des zones d'influence entre grandes puissances impérialistes.



Éric Toussaint

Éric Toussaint, économiste et historien belge, est porte-parole du réseau international du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), membre du Comité international de la IV^e Internationale et de sa section belge la Gauche anticapitaliste. Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages dont *Banque mondiale - Une histoire critique* (Syllepse, Paris, 2022) ; *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible* (Syllepse, Paris, 2020) ; *Le Système dette* (Les Liens qui Libèrent, Paris, 2017). L'auteur remercie Sushovan Dhar et Maxime Perriot pour leur relecture.

Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

Trump a réduit le soutien militaire direct des États-Unis à l'Ukraine en faisant porter le poids de ce soutien à ses alliés d'Europe occidentale dans l'OTAN. Il a invité en janvier 2026 Moscou et ses alliés de Biélorussie et de Hongrie à faire partie de son Conseil mondial de la paix.

Le 5 mars 2026, Trump a annoncé qu'il permettait temporairement à la Russie d'exporter sans sanction son pétrole vers l'Inde qui le consomme ou le réexporte vers d'autres parties du monde, y compris l'Europe. Une des raisons non dites est de convaincre la Russie de se contenter d'émettre des protestations verbales à l'égard de l'agression massive de Washington et d'Israël contre l'Iran, son allié.

Trump in extenso

Trump révèle un certain nombre de positions à propos de l'Europe, de la Russie et de l'Ukraine dans le document sur la nouvelle stratégie de sécurité nationale divulgué le 3 décembre 2025. Il considère que l'UE et la Grande-Bretagne « *bénéficie d'un avantage considérable en termes de puissance militaire sur la Russie, et ce dans presque tous les domaines, à l'exception des armes nucléaires* » (2) et que les dirigeants européens exagèrent la menace que représente la Russie.

Ainsi, le document affiche : « *Suite à la guerre menée par la Russie en Ukraine, les relations entre l'Europe et la Russie sont aujourd'hui fortement dégradées, et de nombreux Européens considèrent la Russie comme une menace existentielle* » (3).

De la manière dont le texte est écrit, on peut en déduire que Trump dit aux gouvernements européens que la Russie n'est pas une menace existentielle pour eux. À certaines occasions, Trump a décrit la Russie comme une menace existentielle, mais ce n'est ni le cas dans le document de stratégie de sécurité nationale publié en décembre 2025, ni dans le document de stratégie de défense nationale publié fin janvier 2026.

Trump considère que l'UE et la Grande-Bretagne doivent opter pour une approche différente de celle adoptée jusqu'ici dans les négociations avec la Russie en ce qui concerne les revendications de cette dernière. C'est particulièrement clair dans ce passage :

L'administration Trump se trouve en désaccord avec les responsables européens qui ont des attentes irréalistes quant à l'issue de la guerre, ces dirigeants se retranchant dans des gouvernements minoritaires instables, dont beaucoup bafouent les principes fondamentaux de la démocratie pour réprimer l'opposition. (4)

Rappelons que Trump affirme que les gouvernements européens répriment les partis patriotiques, c'est-à-dire l'extrême-droite néofasciste (5).

Le texte de Trump poursuit :

Une grande majorité d'Européens souhaite la paix mais ce désir ne se traduit pas en actes politiques, en grande partie à cause de la subversion des processus démocratiques par ces gouvernements.

et il ajoute :

Cela revêt une importance stratégique pour les États-Unis précisément parce que les États européens ne peuvent se réformer s'ils sont enlisés dans une crise politique (6).

Cela signifie que Trump déclare qu'il va de l'intérêt des États-Unis que les partis patriotiques (c'est-à-dire d'extrême droite et néofascistes) soient au gouvernement ce qui, selon l'administration en place, résoudrait la crise politique.

Il y a évidemment, dans le passage qui précède, un désaveu très net à l'égard des gouvernements allemand, français, britannique, espagnol, danois, polonais, etc. En revanche, cela renforce la position du Premier ministre hongrois Viktor Orban et du Premier ministre slovaque Robert Fico, à qui Marco Rubio, ministre des Affaires étrangères des États-Unis, est allé rendre visite en février 2026 après la conférence de Munich sur la paix. Rappelons que ces deux gouvernements sont favorables à alléger les sanctions contre la Russie de Poutine et qu'ils expriment leur sympathie pour Trump.

Concernant les relations entre l'UE, la GB, la Russie et l'Ukraine, il est clair que Trump veut rester au centre du jeu diplomatique :

La gestion des relations européennes avec la Russie nécessitera un engagement diplomatique important de la part des États-Unis, à la fois pour rétablir les conditions d'une stabilité stratégique sur le continent eurasiatique et pour atténuer le risque de conflit entre la Russie et les États européens (7).

On peut aussi déduire du passage précédent que vu la supériorité militaire des pays de l'UE et de la Grande-Bretagne sur la Russie, le rééquilibrage devrait se faire au profit de la Russie. La même idée se trouve dans le passage suivant :

Il est dans l'intérêt fondamental des États-Unis de négocier une cessation rapide des

hostilités en Ukraine, afin de stabiliser les économies européennes, d'empêcher une escalade ou une extension involontaire de la guerre, de rétablir la stabilité stratégique avec la Russie, et de permettre la reconstruction de l'Ukraine après les hostilités afin de lui permettre de survivre en tant qu'État viable (8).

Dans le passage précédent, Trump réaffirme qu'il veut une fin rapide des hostilités et il met la pression sur l'UE, la Grande-Bretagne et l'Ukraine pour qu'elles fassent des concessions à la Russie, le tout sous les auspices de Washington.

La politique de Trump par rapport à l'Ukraine

Trump n'a aucune considération pour le droit du peuple ukrainien à défendre sa souveraineté. Or si l'invasion de février 2022 a été mise largement en échec, c'est parce que le peuple ukrainien a résisté et a montré son attachement à la souveraineté de son pays. Si le peuple ukrainien n'avait pas été massivement en faveur de la résistance, l'envoi d'armes par les puissances occidentales aux autorités de Kiev

2) Extrait du document de « Stratégie de sécurité nationale » publié en décembre 2025, p. 25 (NSS 2025). Une version en français est disponible sur le site du *Grand Continent*.

3) NSS 2025, p.25.

4) NSS 2025, p. 26.

5) « Trump, l'Europe et l'internationale néofasciste : du soutien idéologique à la coordination politique », Éric Toussaint, 25 janvier 2026, CADTM.

6) NSS 2025, p. 33.

7) NSS 2025, p. 25.

8) NSS 2025, p. 25.



Le président américain Donald Trump dépose une gerbe sur la Tombe du Soldat inconnu à l'occasion du Memorial Day.



n'aurait pas suffi à mettre en échec le plan initial de Poutine qui voulait arriver avec son armée à Kiev, changer le régime et prendre possession d'une portion importante du territoire ukrainien en commençant par l'est du pays. Affirmer cela doit aller de pair avec la critique de la politique néolibérale et nationaliste chauvine du gouvernement de droite de V. Zelensky, avec la dénonciation de l'OTAN et des visées impérialistes de Trump et des Européens sur l'Ukraine. Il est important aussi de préciser que l'Ukraine n'est pas une puissance impérialiste.

Trump se moque totalement du droit international et considère qu'il peut par la force prendre le contrôle des ressources pétrolières du Venezuela ou celles de l'Iran après avoir agressé militairement ces pays. Il estime que la Russie de Poutine peut, dans son entourage immédiat, en faire autant du moment que cela ne porte pas préjudice aux intérêts étatsuniens en Europe de l'Est. Trump est prêt à un arrangement avec Poutine sur le dos du peuple ukrainien. Poutine peut garder ou prendre le contrôle d'une partie du territoire, de la population et des ressources naturelles de l'Ukraine si les entreprises US obtiennent en contrepartie des avantages dans le reste du territoire ukrainien (9). À cette condition, Washington serait prêt à protéger les autorités ukrainiennes affaiblies et le territoire sur lequel

“ *Trump n'a aucune considération pour la souveraineté du peuple ukrainien. Il se moque totalement du droit international et considère qu'il peut prendre le contrôle des ressources pétrolières du Venezuela ou de l'Iran.* ”

elles garderaient le contrôle à condition que les autorités de Kiev permettent aux entreprises étatsuniennes d'amasser un maximum de profits (10). Ce que Trump propose est un accord entre deux puissances impérialistes prédatrices, les États-Unis et la Russie, qui s'accordent pour bafouer le droit des peuples à l'autodétermination et à l'exercice de la souveraineté sur leurs territoires et sur les ressources naturelles qui s'y trouvent. Les puissances impérialistes européennes sont mises largement de côté par Trump, bien qu'elles aussi cherchent à promouvoir leurs propres intérêts et ceux de leurs grandes entreprises privées qui convoitent les ressources naturelles, les terres et le marché ukrainiens.

La position de Trump à propos de la Russie

La Russie n'est plus traitée comme l'ennemi central de l'ordre mondial. Trump considère que les administrations précédentes ont commis l'erreur de favoriser la constitution d'un bloc entre la Russie et la Chine, ce qui a renforcé la position de la Chine. Trump souhaite séparer la Russie de la Chine ou, en tout cas, réduire les liens

entre ces deux puissances. Washington, qui désigne la Chine comme son adversaire principal et systémique, essaye donc de réduire la propension de la Russie à renforcer ses liens avec celle-ci (11). Le NSS 2025 considère la Russie comme un adversaire militaire sérieux mais stratégiquement secondaire, à contenir sans l'ériger en ennemi civilisationnel, afin de concentrer les moyens (militaires et économiques) des États-Unis pour combattre la Chine.

La réaction du Kremlin à la publication du NSS 2025

Dmitri Peskov, porte-parole du président russe, a commenté le document de stratégie de sécurité nationale lors d'une interview accordée au journaliste d'État russe le 7 décembre 2025, Pavel Zarubin pour la chaîne Rossiya 1, largement relayé par les médias russes telles qu'Interfax, Fontanka ou Tass : « Les ajus-

tements apportés à la stratégie nationale de sécurité des États-Unis correspondent en grande partie à notre vision » (12).

L'agence de presse Interfax quant à elle écrivait le 7 décembre 2025 :

Le Kremlin a salué les formulations relatives à l'OTAN dans la stratégie de sécurité nationale des États-Unis. Medvedev voit dans la nouvelle stratégie de sécurité nationale des États-Unis une tentative d'améliorer les relations avec la Russie. Le Kremlin salue les formulations de la stratégie de sécurité nationale américaine actualisée concernant le gel de l'élargissement de l'OTAN, mais suivra de près la mise en œuvre concrète de ce document (13).

L'évolution de Washington dans la description de la Russie en tant que menace entre Trump I et Trump II

Dans la « Stratégie nationale de défense 2026 » rendue publique fin janvier 2026 (NDS 2026), la Russie est identifiée comme « *une menace persistante mais gérable* » pour l'OTAN, un changement favorable à la Russie par rapport aux qualificatifs plus alarmants des documents précédents qui désignait la Russie en tant que « *puissance révisionniste* » (revisionist power), pendant le premier mandat de Trump en 2017 (14), et en tant que « *menace immédiate pour l'ordre international* » (15) et « *menace aiguë* » en 2022 pendant la présidence de Joe Biden. Le NSS 2022 de l'administration de Biden affirmait que la Russie « *a brisé la paix en Europe* ». Dans le langage stratégique du gouvernement des États-Unis, « *revisionist power* » désigne un État qui cherche à modifier les règles, les institutions ou l'équilibre de pouvoir de l'ordre international existant dominé par les États-Unis. Dans les documents de la première administration Trump et de la présidence de Biden, la Russie et la Chine étaient présentées comme des puissances révisionnistes.

Voici quelques extraits du NDS 2026 qui concernent la Russie : « *la menace militaire russe se concentre principalement sur l'Europe de l'Est* », « *Moscou n'est pas en mesure de se fixer comme objectifs d'exercer son hégémonie sur l'Europe. L'OTAN européenne éclipse la Russie en termes d'économie, de population et, par conséquent, de puissance militaire latente* » et « *Heureusement, nos alliés de l'OTAN sont nettement plus puissants que la Russie, qui est loin derrière. À elle seule, l'économie allemande éclipse celle de la Russie* » (16).

9) « L'accapement des ressources naturelles de l'Ukraine et de l'est de la République démocratique du Congo. Les impérialismes à l'offensive », Éric Toussaint, 15 mai 2025, CADTM.

10) « L'accord minier signé entre l'Ukraine et les États-Unis reflète la volonté du capital américain d'accéder sans entrave aux ressources minérales ukrainiennes », Vitaliy Dudin, 13 mai 2025, CADTM.

11) fontanka.ru. Depuis le début de la guerre en Ukraine, la Russie est devenue de plus en plus dépendante de la Chine sur le plan économique, notamment pour ses exportations d'énergie et ses importations technologiques, ce qui rend incertain l'objectif de Washington visant à affaiblir l'alliement Moscou-Pékin.

12) Source fontanka.ru

13) Source Interfax. Dmitri Medvedev est vice-président du Conseil de sécurité de la Russie et président du parti poutinien au pouvoir Russie unie.

14) NSS 2017.

15) NSS 2022.

16) NDS 2026, pp. 10 et 11.

Les points communs entre Trump et Poutine

Malgré leurs rivalités géopolitiques, Donald Trump et Vladimir Poutine partagent un ensemble significatif de positions idéologiques et politiques.

Tous deux se caractérisent par un anti-communisme affirmé et par un soutien sans réserve au système capitaliste, y compris à ses formes les plus brutales d'exploitation de la main-d'œuvre et des ressources naturelles.

Trump et Poutine sont des nationalistes affirmant la primauté des droits de la nation dominante dont ils font partie. Trump soutient les suprémacistes blancs et affirme la primauté des intérêts des États-Uniens par rapport aux nations étrangères qu'il n'hésite pas à traiter dans des termes racistes. Poutine affirme un chauvinisme grand-russe et dénonce Lénine pour la « création » (sic) de l'Ukraine et la reconnaissance de son droit à la séparation de l'URSS au début des années 1920.

Ils défendent également une politique énergétique fondée sur l'exploitation intensive des énergies fossiles, contribuant ainsi à l'aggravation de la catastrophe écologique mondiale en cours.

Sur le plan sociétal, leurs positions convergent vers des orientations homophobes et hostiles aux droits des personnes LGBTQIA+, accompagnées d'une promotion de valeurs conservatrices adossées à une vision réactionnaire du christianisme.

Dans le domaine international, Trump comme Poutine privilégient le recours à la force militaire pour imposer leurs objectifs politiques et économiques, et cela au mépris du droit international. Cette orientation s'accompagne d'un soutien déterminé au développement rapide et massif des industries d'armement, ainsi qu'à l'usage accru de la puissance militaire.

Leurs politiques extérieures reposent également sur l'utilisation répétée de prétextes contestables ou non fondés pour justifier le recours à la force. Tous deux cultivent en outre un chauvinisme de grande puissance et un nationalisme exacerbé, caractéristiques de projets politiques autoritaires.

Par ailleurs, ils entretiennent des relations étroites avec les forces d'extrême droite européennes, qui manifestent réciproquement une forte sympathie à leur égard.

Donald Trump apporte par ailleurs un soutien total au gouvernement israé-



lien dirigé par Benjamin Netanyahu, qui est néofasciste et responsable d'un génocide à Gaza. Vladimir Poutine, pour sa part, maintient des relations cordiales avec Netanyahu et continue les exportations russes vers Israël – charbon, pétrole et céréales – sans remettre en cause les accords commerciaux existants (17).

Poutine a également accepté le principe de la création d'un Conseil mondial présidé par Trump et souhaite que la Russie en soit membre. Dans ce cadre, il demande aux États-Unis de lever le gel des avoirs russes afin que la Russie puisse verser la cotisation d'un milliard de dollars exigée pour devenir membre permanent de cet organe considéré par ses détracteurs comme totalement illégitime.

Trump et Poutine font un usage extensif et controversé du terme « génocide », tout en refusant de reconnaître ou de dénoncer le génocide du peuple palestinien. Trump affirme ainsi que le gouvernement de Pretoria serait responsable d'un « génocide des Blancs » en Afrique du Sud, tandis que Poutine soutient que le gouvernement de Kiyv mènerait un génocide contre les populations russes en Ukraine.

Au-delà de ces convergences idéologiques et géopolitiques, Donald Trump et Vladimir Poutine présentent également des similitudes marquées dans leur manière d'exercer et de concevoir le pouvoir. Tous deux privilégient une forte personnalisation du leadership, centrée sur la figure d'un dirigeant présenté comme l'incarnation directe de la nation et de sa volonté. Leur discours politique s'appuie régulièrement sur une rhétorique opposant « le peuple » aux élites politiques, médiatiques ou économiques,

accusées de trahir les intérêts nationaux. Dans ce cadre, ils manifestent une défiance prononcée envers les institutions multilatérales et le droit international lorsqu'ils sont perçus comme des obstacles à leurs objectifs stratégiques. Par ailleurs, leurs pratiques politiques s'accompagnent d'une critique constante des médias jugés hostiles et d'un recours intensif à des stratégies de communication visant à contourner ou délégitimer les contre-pou-

voirs institutionnels. Ces éléments contribuent à inscrire leurs projets politiques dans une conception fortement personnalisée, impérialiste et autoritaire néofasciste du pouvoir.

Quelles différences entre Trump et Poutine ?

Une différence qui mérite d'être soulignée

réside dans leur approche de la guerre et de l'usage direct de la force militaire. Donald Trump est persuadé qu'il est possible de remporter des conflits sans engager durablement des troupes étatsuniennes au sol, en privilégiant la supériorité technologique, les frappes à distance et des opérations militaires limitées dans le temps, avec des pertes humaines quasi nulles du côté américain.

À l'inverse, Vladimir Poutine a choisi une stratégie radicalement différente avec l'invasion militaire massive de l'Ukraine en 2022, impliquant le déploiement de très importantes forces terrestres et entraînant des pertes humaines extrêmement élevées, tant du côté russe que du côté ukrainien.

“ *Le NSS considère la Russie comme un adversaire militaire sérieux mais stratégiquement secondaire, afin de concentrer les moyens des États-Unis pour combattre la Chine.* ”

17) « Pourquoi les BRICS ne dénoncent pas le génocide en cours à Gaza », Éric Toussaint, CADTM, le 7 août 2025.



Une autre différence fondamentale concerne la place de leurs États respectifs dans la hiérarchie mondiale du capitalisme. Donald Trump dirige la principale puissance économique et militaire capitaliste et impérialiste de la planète, les États-Unis. Vladimir Poutine, quant à lui, est à la tête d'une puissance capitaliste impérialiste secondaire, affaiblie et en déclin relatif, mais qui demeure un acteur stratégique majeur en raison de la possession d'un arsenal nucléaire globalement comparable à celui des États-Unis.

Enfin, leurs ambitions géopolitiques diffèrent par leur échelle d'intervention. La politique impérialiste menée par Trump vise l'ensemble de la planète, tandis que celle de Poutine se concentre prioritairement sur l'espace post-soviétique et sa périphérie immédiate, même si la Russie a tenté d'étendre son influence dans d'autres régions, comme en Syrie – où elle a cependant subi un revers avec la chute du régime de Bachar el-Assad.

Trump et le complexe militaro-industriel des États-Unis ont-ils intérêt à une fin rapide de la guerre en Ukraine ?

À ce stade de l'année, Trump, contrairement à ses affirmations de campagne électorale ou de son début de mandat, n'a pas comme priorité de mettre fin à la guerre en Ukraine pour plusieurs raisons.

En effet, la poursuite de la guerre rend plus crédible l'argument des États-Unis pour obtenir des alliés européens de l'OTAN de continuer à augmenter très fortement leurs dépenses militaires, ce qui favorise les exportations d'armes des grandes entreprises privées US.

De plus, Washington a obtenu un accord très favorable à ses intérêts avec les pays européens de l'OTAN. Ceux-ci achètent aux États-Unis les armes qu'ils fournissent à l'Ukraine et qui sont utilisées à un rythme intensif tant que la guerre chaude continue. Trump a quasiment totalement mis fin à de nouvelles fournitures directes d'armes à l'Ukraine.

La poursuite de la guerre détourne également en partie l'attention par rapport aux agressions perpétrées par les États-Unis sous commandement de Trump dans le reste du monde.

La poursuite de la guerre en Ukraine et l'effort que cela représente pour l'économie russe et sa population empêche Poutine de déployer des forces militaires sur d'autres continents.

Et enfin, Trump a allégé le 5 mars 2026 les sanctions contre la Russie en matière de vente de pétrole et cela pour la convaincre de ne rien faire contre l'agression à l'égard de l'Iran et contre le blocus

total à l'égard de Cuba décrété depuis fin janvier 2026. Cela permet à Poutine d'augmenter ses revenus d'exportation et de maintenir l'effort de guerre en Ukraine.

Conclusion

En définitive, la politique menée par Donald Trump vis-à-vis de la Russie s'inscrit dans une logique classique de rivalité entre grandes puissances : réduire le rapprochement entre Moscou et la Chine, maintenir les États-Unis au centre du jeu diplomatique et faire supporter aux pays européens le coût principal de la guerre en Ukraine. Derrière le discours officiel appelant à une fin rapide des hostilités, Washington n'a pas nécessairement intérêt à une paix immédiate.

Dans ce contexte, la perspective d'un arrangement entre Washington et Moscou sur le dos du peuple ukrainien ne peut être exclue. Les convergences idéologiques et politiques entre Donald Trump et Vladimir Poutine – attachement à un capitalisme autoritaire, nationalisme de grande puissance, militarisme, mépris du droit international et proximité avec des forces d'extrême droite – facilitent une telle logique de rapports de force entre États.

Au-delà de leurs rivalités et de leurs différences de puissance, les deux dirigeants partagent une même vision du monde. Dans une telle configuration, les peuples – et en premier lieu le peuple ukrainien – risquent d'être les principales victimes d'un nouvel équilibre géopolitique fondé sur le partage des zones d'influence.

Mais il ne faut pas exclure un possible virage de Trump dans le futur. S'il n'arrive pas à ses fins dans la négociation avec Poutine, il est capable d'adopter une attitude beaucoup plus dure et de désigner la Russie comme une menace beaucoup plus sérieuse que ce qui est dit dans les documents que nous venons d'analyser.

Ce qui est sûr, c'est que les négociations entre Trump et Poutine ne prennent pas en compte les intérêts et les droits des peuples. Il faut construire à partir d'en bas une solidarité entre les peuples afin de renforcer la résistance à la montée du néofascisme et à l'augmentation des agressions impérialistes d'où qu'elles viennent. ■

“ *Derrière le discours officiel appelant à une fin rapide des hostilités, Washington n'a pas nécessairement intérêt à une paix immédiate.* ”



Vladimir Poutine au Kirghizstan en novembre 2025. © kremlin.ru, CC BY 4.0

Des Rencontres internationales écosocialistes pour faire face à un monde en flammes

Du 15 au 17 mai se tiendront à Bruxelles les 7^{es} Rencontres internationales écosocialistes. Elles veulent contribuer à la construction d'une alternative internationale rendue urgente face à la montée des guerres et de l'extrême droite.

Par
Juan Tortosa

Elles s'inscrivent dans la continuité d'une série de rencontres internationales initiées à Genève en 2014, puis poursuivies à Madrid en 2015, Bilbao en 2016, Lisbonne en 2018 et 2022, et Buenos Aires en 2024. À Buenos Aires se sont également tenues les 1^{es} Rencontres écosocialistes d'Amérique latine et des Caraïbes, qui ont connu une deuxième édition à Belém en novembre 2025, en amont de la COP30.

Une dynamique internationale en construction

En janvier 2014 naissent les premières Rencontres écosocialistes à l'initiative du Groupe écosocialiste de solidaritéS, qui constate d'une part la multiplicité des expériences, alternatives et projets en Europe et dans d'autres continents, et d'autre part une nécessité multiple : celle de marquer une pause dans l'activisme pour réfléchir et partager les expériences ; mais aussi celle de disposer d'un espace de rencontre pour apprendre à se connaître et partager les travaux de chacun-e. Il s'agissait également d'articuler nos efforts, de créer des convergences et de proposer des alternatives. Aller au-delà des luttes sectorielles et construire une vision d'ensemble permettant de porter un projet d'émancipation écosociale, au-delà des échéances électorales et des urgences de l'agenda politique, apparaissait indispensable. C'est avec cette vision qu'ont vu le jour les Rencontres écosocialistes.

Les 6^{es} Rencontres internationales, ainsi que les première et deuxième éditions des Rencontres d'Amérique latine et des Caraïbes, ont constitué un saut qualitatif et quantitatif dans l'enracinement des organisations et des secteurs sociaux impliqués. La participation de près de 100 organisations – principalement des femmes issues de communautés de base en lutte contre l'extractivisme et pour la défense des territoires, des afrodescendant-es, des peuples autochtones, des écoféministes, des paysannes, ainsi que des organisations politiques et syndicales – a marqué une avancée significative dans la construction du Réseau international des Rencontres écosocialistes. Fort-es de la dynamique de Belém, nous construisons aujourd'hui les 7^{es} Rencontres de Bruxelles.

Un contexte mondial de bascule

Ces 7^{es} Rencontres se déroulent dans un contexte sensiblement différent. L'extrême droite et les forces néofascistes progressent sur tous les continents. Si leurs formes varient selon les pays et les régions, leurs caractéristiques communes sont claires : négation du changement climatique ; concentration des richesses entre les mains du capital ; recherche effrénée du profit ; attaques contre les libertés démocratiques et les organisations populaires ; augmentation des dépenses militaires ; rejet de la science lorsqu'elle contredit ces politiques ; renforcement des appareils de répression et de surveillance.

“ Les limites planétaires révèlent la faillite historique du capitalisme. ”



Juan Tortosa

Juan Tortosa membre de solidaritéS et du réseau des Rencontres écosocialistes.

Ces offensives se traduisent également par une intensification des agressions impérialistes visant à accaparer les ressources et exploiter les populations. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'intervention militaire et la tutelle coloniale au Venezuela, le durcissement du blocus contre Cuba, la répression sanglante en Iran par le régime des Mollah puis l'intervention militaire des États-Unis et Israël dans ce pays en sont des exemples. Elles s'accompagnent de la perpétuation de situations coloniales qui, dans le cas de la Palestine, prennent la forme d'un génocide perpétré par l'État d'Israël avec la complicité de ses alliés.

Crise systémique et impasse du capitalisme

Les limites planétaires révèlent la faillite historique du capitalisme. Ce système fondé sur l'accumulation illimitée, la concurrence généralisée et l'exploitation du travail et de la nature a conduit l'humanité au bord de l'abîme. Il ne s'agit plus de « corriger » ou de « réguler » le capitalisme : il faut le dépasser.

Le mode de production capitaliste a détruit les équilibres écologiques fondamentaux. La recherche du profit immédiat



Rencontres écosocialistes

prime sur toute considération sociale ou environnementale. Les grandes entreprises fossiles savent que la majorité des réserves doit rester sous terre pour éviter un emballement climatique irréversible, et pourtant elles vont augmenter l'extraction. D'ici 2050, il faudrait laisser inexploitées la quasi-totalité des réserves de charbon, de pétrole et de gaz ; le capital choisit au contraire d'accélérer.

Cette fuite en avant n'est pas une erreur : elle est inscrite dans la logique du système. Tant que la production est organisée en fonction du profit privé, toute « transition » sera subordonnée à la rentabilité. Le capitalisme vert n'est qu'un nouveau champ d'accumulation, fondé sur un extractivisme dit « critique », la marchandisation du vivant et un colonialisme des ressources. La militarisation croissante, la montée des régimes autoritaires et le fascisme fossile sont les réponses des classes dominantes à leur propre crise.

Nous sommes déjà entré-es dans la catastrophe. Les désastres climatiques se multiplient, la biodiversité s'effondre, des territoires entiers deviennent inhabitables et les migrations forcées augmentent. Face à cela, les classes dominantes défendent leurs profits, pas la vie.

La lutte écologique est indissociable de la lutte des classes. Elle pose la question de la propriété des grands moyens de production et d'échange, du contrôle démocratique de l'économie et de la planification écosocialiste. Sans expropriation des multinationales de l'énergie, de l'agro-industrie, de la finance et de l'armement, et sans rupture avec la logique du marché, aucune transition réelle n'est possible.

L'écosocialisme n'est pas une réforme morale du capitalisme : c'est un projet révolutionnaire. Il implique la socialisation des secteurs stratégiques de l'économie ; une planification démocratique fondée sur les besoins sociaux et les limites écologiques ; une réduction massive du temps de travail ; la relocalisation des productions essentielles ; la fin de l'extractivisme ; et la solidarité internationaliste.

L'écosocialisme comme alternative

C'est dans cette perspective que s'inscrivent les 7^{es} Rencontres internationales écosocialistes, qui se tiendront à Bruxelles du 15 au 17 mai 2026, dans la continuité de celles de Buenos Aires en 2024. Elles doivent constituer un moment de convergence stratégique pour celles et ceux qui refusent les fausses

solutions du capitalisme vert et veulent construire une alternative de rupture.

En parallèle se tiendra la deuxième rencontre internationale des Peuples contre l'extractivisme, du 13 au 15 mai. Comme l'indique son appel :

« À un moment où le modèle capitaliste approfondit ses dynamiques de guerre pour maintenir un système d'exploitation des êtres humains et de la nature, nous faisons face à une crise globale. Les fausses solutions et les discours vides ne suffisent plus. Face à l'offensive privatisatrice, coloniale, génocidaire et écocide du pouvoir des entreprises, la nécessité de nous organiser s'impose.

« Peuples contre l'extractivisme se veut un espace d'articulation internationale pour celles et ceux qui affrontent les impacts de ce modèle sur leurs territoires. Nous ne cherchons pas des palliatifs, mais à transformer en profondeur les relations qui nous oppriment et à construire des alternatives de vie justes, solidaires et dignes. »

Cette rencontre se tiendra à l'Espace Buen Vivir à Bruxelles.

Un espace spécifique sera également consacré au monde du travail et à la transformation écosociale, car aucune transformation radicale n'est possible sans l'intervention consciente et organisée de la classe travailleuse. Des syndicats du Pays basque comme ELA, LAB et ESK y sont particulièrement impliqués.

Cinq axes structureront cet espace :

- Stratégies de renouveau syndical écosocialiste
- Travail du care et prolétariat migrant
- Lutttes pour la reconversion écologique de l'industrie
- Conflits syndicaux pour freiner la remilitarisation
- Alliances contre l'extractivisme et le colonialisme vert

Le vendredi 15 mai après-midi aura lieu l'ouverture des Rencontres, avec des interventions de représentant-es de la CONAIE d'Équateur, d'une militante écoféministe brésilienne, d'une représentante de Peuples contre l'extractivisme et d'un camarade de Belgique.

Le samedi et le dimanche seront consacrés à des ateliers parti-

cipatifs abordant notamment : le rôle de l'intelligence artificielle ; l'éducation dans la transformation écosociale ; la planification démocratique ; la défense des territoires ; la théologie de la libération ; l'écoféminisme du Nord et du Sud ; le fascisme fossile ; la dette ; ou encore l'agroécologie.

Trois séances plénières sont également prévues : l'une sur la situation géopolitique internationale ; une autre sur le Manifeste écosocialiste de la Quatrième Internationale ; et une troisième consacrée à un dialogue avec la pensée de Michael Löwy.

En définitive, le défi de ces 7^{es} Rencontres est d'articuler les luttes syndicales, féministes, antiracistes et écologistes dans une perspective anticapitaliste commune, tout en élaborant des propositions stratégiques.

Nous appelons à signer l'appel – à titre individuel ou au nom d'une organisation –, à participer activement à la préparation de ces Rencontres et à faire de Bruxelles un moment fort d'organisation et de coordination.

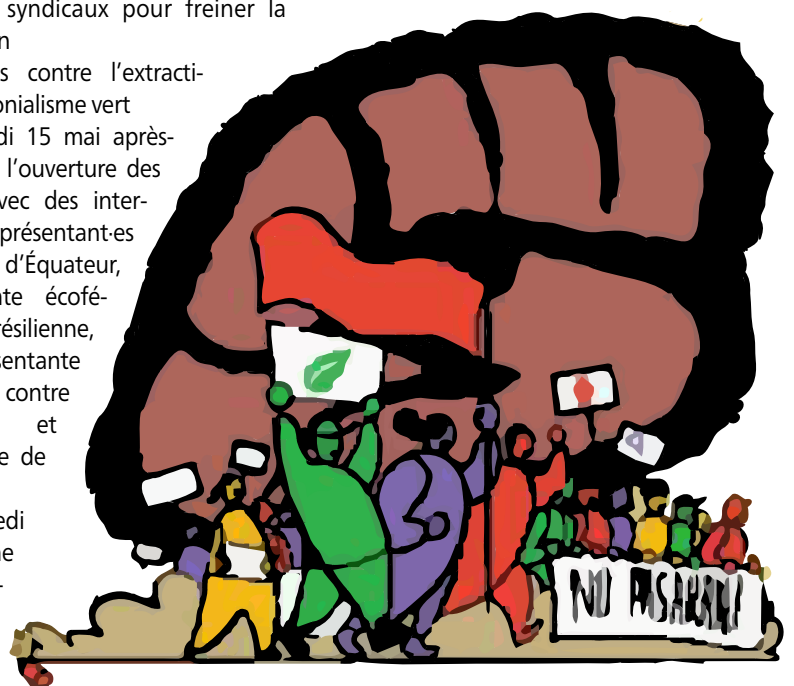
Le capitalisme mène à l'effondrement et à la barbarie.

L'écosocialisme révolutionnaire est la condition de la survie et de l'émancipation.

Il ne s'agit plus de réformer le système, mais de le dépasser. ■

Le 17 mars 2026

Toutes les informations sont disponibles sur : <https://alterecosoc.org>



Face au chaos du monde

La première réunion du Comité international de la Quatrième Internationale après le 18^e Congrès mondial s'est tenue à Amsterdam en février 2026, en présence de plus de 90 camarades.

Par
Terry Conway

La réunion, qui rassemble en principe des représentants de toutes les organisations faisant partie de la IV^e Internationale, s'est ouverte sur une discussion concernant la nature de l'impérialisme aujourd'hui – dans quelle mesure les théories classiques développées par Lénine, Luxemburg et d'autres théoriciens historiques de notre mouvement nous fournissent les outils nécessaires pour comprendre la situation à laquelle nous faisons face – ainsi que les débats concernant les moyens de changer le monde dans l'intérêt de la classe ouvrière et des opprimés. Le monde multipolaire, dans lequel l'hégémonie américaine est menacée par la montée en puissance économique de la Chine ainsi que par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, remet-il en cause ces théories, ou ceux qui le pensent interprètent-ils mal les textes anciens ? Que pouvons-nous apprendre des théoricien·nes plus récents ?

Construire une compréhension globale

La discussion s'est ensuite orientée vers l'examen de la situation actuelle à travers le monde, avec une série de rapports sur les rapports de forces dans différentes régions. Elle a exploré les forces et les faiblesses de la position de Trump aux États-Unis, et certaines tensions au sein de la base MAGA ; en Amérique latine, après l'assaut contre le Venezuela au début de l'année et les menaces persistantes contre Cuba, ainsi que l'ingérence prévue dans les prochaines élections brésiliennes, parallèlement à la complicité avec par exemple Nobao en Équateur et Milei en Argentine, selon la doctrine Dunroe. L'importance stratégique persistante du Moyen-Orient – bien que le génocide en cours contre le peuple palestinien, qui s'intensifie à l'intérieur de la Ligne verte et en Cisjordanie, ait disparu des gros titres – a été soulignée, tout

comme la montée des menaces contre l'Iran (notre réunion s'est tenue avant les frappes armées) et la place du nouveau régime syrien dans ce puzzle. En Europe, la guerre de la Russie contre l'Ukraine a été instrumentalisée par les classes dirigeantes du continent comme prétexte pour intensifier la militarisation, alors que la politique sur le continent vire à l'extrême droite, comme c'est le cas dans de nombreuses autres régions. Parallèlement, la désindustrialisation, conjuguée à une crise du niveau de vie et à l'aggravation des inégalités, constitue un aspect récurrent du tableau. Bien qu'il n'y ait pas eu de rapport spécifique sur l'Asie dans cette partie de la réunion, des contributions du Pakistan, des Philippines et du Japon ont permis de réfléchir à l'impact de la situation générale sur leurs pays.

Nos perspectives militantes

À la suite d'une série de réunions régionales au cours desquelles les camarades ont eu l'occasion d'explorer plus en détail la situation à laquelle nous sommes confronté·es et de travailler à des initiatives, les participant·es se sont réuni·es pour discuter des résistances en cours. Les camarades de Sotsialnyi Rukh en Ukraine ont parlé avec une force particulière des réalités de la vie sous l'occupation et la guerre, dans une situation où le fardeau de la guerre est réparti de manière inégale. Parallèlement, ils luttent contre les réformes du travail régressives et contre la corruption du gouvernement Zelensky, pour l'égalité des genres et en solidarité avec le peuple palestinien. Les interventions en provenance des États-Unis ont également été significatives, rappelant aux participant·es le lien entre l'offensive de Trump contre l'Amérique latine et la guerre contre les migrant·es à l'intérieur même des États-Unis, discutant de l'ampleur de la riposte contre l'ICE, en particulier à Minneapolis, et le projet d'une nouvelle mobilisation No Kings ! le 28 mars. Le rapport final de cette section est venu de camarades de Chine et du Japon et s'est concentré sur une importante confé-



Terry Conway

Terry Conway est militante d'Anticapitalist Resistance, section britannique de la IV^e Internationale, à Londres, et membre de la direction de l'Internationale.

rence pour la paix au Japon prévue plus tard cette année, qui a un réel potentiel pour mobiliser des militant·es à travers l'Asie de l'Est.

Des actions concrètes

Le Comité international a également discuté d'un certain nombre d'initiatives politiques importantes dans lesquelles les camarades de la Quatrième Internationale sont fortement impliqués. La conférence antifasciste de Porto Alegre fin mars ne pouvait tomber à un moment plus opportun compte tenu de la période troublée que nous traversons et donnera lieu à la publication d'un bulletin exposant les positions de l'Internationale sur ces questions. Les points concernant les Rencontres écosocialistes (1) à Bruxelles en mai et le G7 (2) en juin ont abouti à l'adoption de déclarations visant à encourager la participation à ces mobilisations. Nous avons aussi souligné l'importance de la participation au Webinaire mondial antimilitariste qui aura lieu le 4 avril en préparation du Sommet anti-OTAN qui se tiendra à Istanbul au mois de juillet.

Nous avons également adopté des résolutions concernant l'accélération du processus de militarisation du monde, avec un texte de solidarité avec l'Ukraine,

1) « 7^{es} Rencontres écosocialistes internationales – Bruxelles, 15-17 mai 2026 ».

2) « Mobilisation contre le G7 les 13-14 juin 2026 ».



un autre contre l'intervention militaire contre l'Iran et un texte plus général s'opposant aux politiques de réarmement européen.

La réunion s'est conclue par une session consacrée à la discussion sur la manière de mettre en pratique les tâches de construction du parti décrites dans la

résolution du Congrès, notamment en renforçant notre presse et notre visibilité publique, en menant une campagne autour du Manifeste qui est désormais publié en une douzaine de langues, et en élisant un Bureau exécutif renforcé. ■

Le 24 mars 2026

Non à l'Europe de la guerre Non au réarmement européen

La crise historique du capitalisme commence à avoir des effets visibles à tous les niveaux. Les conflits impérialistes et interimpérialistes menés par les puissances régionales conduisent à des guerres ouvertes. L'attaque de la Russie contre l'Ukraine alimente la remilitarisation de la bourgeoisie européenne. La guerre génocidaire lancée par Israël a abouti aux « accords de paix » néocoloniaux en Palestine, tandis que l'impérialisme américain recourt une fois de plus à la coercition militaire en Amérique latine, tout en pratiquant un blocus inhumain contre Cuba. D'autres guerres contre les peuples et les minorités sont menées au Yémen, en Birmanie, au Soudan, au Congo, en Syrie et dans le Sahel africain.

Les actions des États-Unis, qui ont kidnappé Maduro et sa femme au Venezuela et menacé d'envahir le Groenland en janvier 2026, contribuent à la déstabilisation du monde et à l'idée que le réarmement est nécessaire.

La Quatrième Internationale et ses sections rejettent le concept capitaliste de « sécurité » qui nécessite un déploiement encore plus important d'armes de destruction massive. L'Europe est déjà fortement militarisée et souffre de plusieurs années d'austérité et de coupes dans les services publics, mais lorsqu'il s'agit de financer l'industrie de l'armement, les fonds ne manquent pas.

Les « démocraties » libérales deviennent de plus en plus autoritaires ; le grand patronat cherche des moyens de sortir de sa crise structurelle de rentabilité, à garantir des profits plus importants sans développement social ; la transition verte promise par les puissants s'est transformée, sans débat public, en une augmentation exponentielle des dépenses militaires au niveau international.

La course à la guerre n'est pas indépendante de la montée du racisme et du fascisme à travers le continent, ni de l'expansion de Frontex et du Pacte sur l'asile et l'immigration ; la surveillance de masse, la militarisation des frontières et les attaques contre les

réfugié-es, voilà ce que la classe dirigeante prévoit pour nous tous, alors que la crise climatique s'aggrave et que la société devient moins stable. Le racisme et le fascisme sont en hausse en Europe, et les États capitalistes se renforcent. En Europe, cela se traduit par un durcissement de la politique à l'égard des migrant-es. Non seulement aux frontières, mais aussi à l'intérieur des pays européens et sur les routes qui y mènent.

En fait, l'Union européenne est en train de connaître une augmentation sans précédent de ses dépenses militaires : jusqu'à 800 milliards en quatre ans. À cette fin, elle propose d'assouplir les omniprésentes règles de discipline budgétaire en permettant aux 27 États membres de s'endetter, d'encourager de nouveaux prêts aux États grâce à la réforme de la Banque européenne d'investissement (BEI) et même de détourner l'argent destiné aux Fonds de cohésion vers les dépenses militaires. Ceux-là mêmes qui disaient que l'Europe sociale ne pouvait être financée promeuvent aujourd'hui une Europe de la guerre, du militarisme et des barbelés.

Il s'agit d'un véritable changement de paradigme qui vise non seulement à augmenter les dépenses militaires, mais aussi à promouvoir la réindustrialisation européenne par le militaire, tout en continuant à détruire les services publics et la protection sociale. Cette vision de la défense européenne, exposée dans le document « Boussole stratégique », n'est plus fondée sur le maintien de la paix, mais sur la protection des infrastructures critiques, la sécurité énergétique, le contrôle des frontières et la protection des « routes commerciales clés ». En d'autres termes, protéger les intérêts coloniaux européens en garantissant « l'autonomie stratégique » de l'UE, en dernière instance soumise aux desseins de l'empire américain et de l'OTAN, son bras armé. Une Union européenne qui a continué à faciliter de diverses manières la livraison d'armes à Israël pour mener le génocide du peuple palestinien.

Ainsi, la transformation tant annoncée du modèle de production, ainsi que la transition

énergétique nécessaire pour se conformer aux plans de décarbonation, ont été ensevelies sous les bombes. Mais la course européenne à l'armement, en plus de mettre en évidence l'échec du greenwashing, représente une accélération vers l'abîme de l'urgence climatique. Les matières premières essentielles et rares seront désormais également utilisées dans les plans de réarmement européens, alors qu'elles seraient nécessaires pour assurer une transition écosocialiste. Le réarmement européen, tout comme la course à l'intelligence artificielle générative, représente une véritable course accélérée vers l'abîme climatique.

La remilitarisation et la fermeture des frontières sont devenues la clé de voûte du nouveau projet « Europe puissance » dans le contexte de la polycrise mondiale, complétant l'absolutisme du marché qui prévalait jusqu'à présent. L'invasion impérialiste de Poutine a servi de catalyseur à l'offensive militariste du réarmement européen, basée sur la construction d'un fort sentiment d'insécurité.

Une stratégie de choc, avec en toile de fond les tambours de la guerre, est utilisée par les élites européennes non seulement pour atteindre leur vieil objectif d'intégration militaire européenne, mais aussi pour renforcer un modèle de fédéralisme oligarchique et technocratique. Car notre lutte n'est pas pour une UE indépendante des États-Unis, de la Russie et de la Chine, fondée sur le renforcement de sa propre stratégie impérialiste et colonialiste, mais pour la construction d'un horizon européen écosocialiste qui établisse une relation de solidarité et de soutien mutuel avec les autres peuples.

Sans une politique internationaliste indépendante, le prolétariat et les peuples d'Europe sont condamnés à être les marionnettes des grandes puissances ; l'économie se concentrera encore plus sur l'industrie militaire et le pillage écologique, et le monde du travail ne sera rien d'autre que de la chair à canon entre les mains de gouvernements bellicistes.

Pour toutes ces raisons, nous appelons les peuples d'Europe à se soulever contre le réarmement et l'économie de guerre promus par l'UE et ses gouvernements.

Ils doivent rechercher des alliances internationalistes pour faire face au risque d'une nouvelle guerre mondiale et à la menace nucléaire qui se profile à l'horizon.

Nous devons nous engager dans une politique antimilitariste et internationaliste qui rejette l'impérialisme sous toutes ses formes.

Nous rejetons le nationalisme et les préjugés nationaux. Notre projet politique est d'unir les peuples d'Europe,

de la Russie à l'Irlande, de la Norvège à l'Italie, dans une lutte commune contre leurs gouvernements capitalistes et l'impérialisme.

Nous devons nous opposer à toute augmentation des budgets militaires dans nos pays et mener une lutte internationale contre les nouveaux projets de service militaire, qui s'inscrivent dans le processus de militarisation.

Nous devons lier la lutte pour le climat à la lutte contre le militarisme, car un avenir écosocialiste est incompatible avec tout processus de réarmement impérialiste.

Nous combattons pour mettre fin au commerce des armes, pour convertir la production d'armes en production sociale.

Nous exigeons la dissolution des blocs militaires de l'OTAN et de l'OTSC.

Dans cette situation, des slogans tels que « guerre à la guerre », « à bas les budgets militaires » et « contre le service militaire » doivent servir à armer politiquement un mouvement antimilitariste qui vise à limiter la capacité de

nos bourgeoisies à faire avancer un réarmement qui encourage la croissance de l'extrême droite, augmente la répression interne et aux frontières, ainsi que la possibilité d'une guerre.

Seul un monde écosocialiste peut mettre fin à la menace de guerre. Nous devons au contraire concentrer les efforts de l'humanité sur l'amélioration de la vie de toutes et tous, en veillant à ce que les ressources soient réparties démocratiquement et équitablement afin de garantir une vie meilleure, loin de l'exploitation sans fin et de l'oppression autoritaire.

Nous devons soutenir les mobilisations et les grèves contre le réarmement impérialiste menées par les organisations de travailleurs dans des pays comme l'Italie, ainsi que les mobilisations telles que celles qui auront lieu le 5 mars dans plusieurs villes d'Allemagne et le 28 mars à Rome.

Guerre à la guerre : pour l'internationalisme et la solidarité entre les classes ouvrières et opprimées du monde entier. ■

Le 25 février 2026

Solidarité avec le peuple ukrainien

Le 24 février 2026 a marqué le quatrième anniversaire de l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine. Le régime de Poutine pensait que ce serait le début d'une opération militaire rapide visant à installer un régime fantoche à Kyïv. Cependant, la résistance déterminée du peuple ukrainien a contrecarré les plans russes d'une victoire rapide. Quatre ans plus tard, le peuple ukrainien continue de résister malgré d'insurmontables obstacles.

La lutte ukrainienne est une lutte pour l'autodétermination d'un peuple historiquement opprimé et une lutte de résistance contre le régime d'extrême droite de Poutine qui vise à reconstruire l'empire russe. C'est une lutte qui mérite la solidarité de toutes celles et ceux qui soutiennent la démocratie et le droit à l'autodétermination.

Tout en étant solidaires du peuple ukrainien, nous restons, à l'instar de la gauche ukrainienne, critiques à l'égard du gouvernement de Volodymyr Zelensky : ses politiques économiques néolibérales et antisyndicales et ses tentatives de saper l'indépendance des principales institutions ukrainiennes de lutte contre la corruption. Comme l'a déclaré le Mouvement social ukrainien, « le principal obstacle à une mobilisation efficace des ressources est la politique néolibérale, qui privilégie la propriété privée avant tout, encourage la spéculation et permet l'accumu-

lation de richesses par des particuliers ». Nous rejetons les politiques qui font peser le poids de la guerre sur les épaules des pauvres et des travailleur·ses, tandis que les riches continuent d'en tirer profit. Les oligarques doivent être contraints de payer.

Même en temps de guerre, la démocratie, les droits de la classe ouvrière et la justice sociale doivent être maintenus et défendus. C'est sur la base de leur propre position de classe et de leurs propres droits que les larges masses de travailleur·ses peuvent être mobilisées. Elles méritent un avenir qui vaut la peine d'être défendu. Il est essentiel d'améliorer les garanties sociales pour les personnes en service militaire, en particulier celles et ceux qui défendent l'Ukraine depuis 2022. Les travailleur·ses qui font fonctionner la société ukrainienne face aux attaques continues de la Russie, ont besoin de soutien, tout comme les personnes qui ont fui les régions sous occupation russe.

Aujourd'hui, le régime Trump a redonné à Poutine une légitimité internationale. Il existe une affinité politique évidente entre les régimes américain et russe ; tous deux adoptent ouvertement des politiques impérialistes qui donnent aux grandes puissances les mains libres pour intervenir dans leurs soi-disant « sphères d'influence ». Le régime Trump est prêt à sacrifier l'Ukraine

afin d'apaiser Poutine et d'éloigner la Russie de la Chine. Les classes dirigeantes européennes, quant à elles, utilisent la guerre de la Russie contre l'Ukraine comme excuse pour augmenter les dépenses militaires et mettre en œuvre des politiques d'austérité qui attaquent les droits des travailleur·ses et les acquis sociaux. L'impérialisme occidental cherche à imposer des politiques néolibérales et antidémocratiques en Ukraine tout en prétendant hypocritement défendre la liberté.

Nous avons vu comment les politiques de Trump ont alimenté l'agression russe. Les attaques russes visent systématiquement les infrastructures nécessaires pour fournir de l'électricité et du chauffage au peuple ukrainien. La Russie vise à briser la volonté de lutter des Ukrainien·nes. Et pourtant, l'Ukraine continue de résister.

La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a causé des morts et des destructions à une échelle inimaginable, avec des centaines de milliers de victimes. Une « paix » selon les conditions de Poutine et Trump, négociée sans la participation du peuple ukrainien, ne serait pas une paix durable, mais seulement un pas vers de futures agressions d'une Russie enhardie. Une paix véritable n'est possible que sur la base de l'autodétermination, de la démocratie et de la justice sociale. La solidarité internationale avec le peuple ukrainien, sous forme d'aide pratique et de soutien politique aux organisations qui luttent pour les droits démocratiques et sociaux, reste une nécessité urgente.

Depuis le début, la Quatrième Internationale a soutenu la résistance ukrainienne contre l'impérialisme russe et a appelé les socialistes à organiser la solidarité internationale. Nous avons établi des liens avec des organisations sociales et politiques ukrainiennes, notamment avec nos camarades du Mouvement social. Nous avons également soutenu la lutte de nos camarades en Russie et en exil contre l'impérialisme russe.

À l'occasion du quatrième anniversaire de l'invasion à grande échelle de la Russie, nous réitérons notre soutien à la lutte ukrainienne et au peuple ukrainien. Nous exigeons le retrait complet des troupes russes et la libération des milliers de civil·es ukrainien·nes détenus dans des centres de détention en Russie et dans les zones de l'Ukraine sous contrôle russe. Nous rejetons le jeu des marchandages inter-impérialistes et appelons à ce que toutes les négociations soient publiques devant le peuple ukrainien. ■

Le 25 février 2026.



Thèses sur la crise du détroit de Taïwan et l'autodétermination taïwanaise

L'histoire de la colonisation de Taïwan, depuis 1895 jusqu'au régime du parti unique Kuomintang (KMT) de 1945 à 1996, a forgé une identité et une expérience taïwanaises distinctes de celles des Chinois-es de Chine continentale. Ce contexte a également conféré aux Taïwanais-es, opprimé-es pendant plus d'un siècle (par les régimes japonais et continentaux), le droit de décider démocratiquement de leur propre destin, y compris de leurs relations avec la Chine continentale.

Par
Worker Democracy

Le mythe de la « Chine unique »

Aujourd'hui encore, le nom officiel de l'État taïwanais est « République de Chine » (ROC). En effet, il existe aujourd'hui deux gouvernements « chinois », bien que le gouvernement de Pékin – la République populaire de Chine (RPC) – refuse de reconnaître cette réalité. Cependant, de nombreux autochtones (dont les ancêtres sont arrivé-es à Taïwan avant la colonisation japonaise) contestent l'appellation ROC et revendiquent l'indépendance de Taïwan. Nous estimons donc que le peuple taïwanais devrait de même avoir le droit de décider du nom de son pays.

Comme le montrent les trois communiqués conjoints entre les États-Unis et la Chine sur la question de la souveraineté de Taïwan, aucune des deux parties ne respecte les souhaits du peuple taïwanais. Toutes deux violent les principes démocratiques les plus fondamentaux. La Chine prétend que les deux parties se sont entendues sur le fait que « la souveraineté de Taïwan appartient à la RPC ». Cependant, il ressort clairement du texte et des précisions apportées ultérieurement par les États-Unis que ces derniers sont seulement « conscients que les deux côtés du détroit de Taïwan considèrent Taïwan comme faisant partie de la Chine », et non que « Taïwan appartient à la RPC ». Les deux positions sont différentes. Après

l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et les États-Unis en 1979, les USA ont reconnu que la RPC représentait la « Chine ». Pourtant, ils n'ont pas fondamentalement modifié leur position sur la souveraineté sur Taïwan.

Ainsi, les États-Unis et la Chine sont en désaccord sur cette question. Toutefois, suite à l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, les États-Unis ont rompu leurs relations diplomatiques avec Taïwan, incitant d'autres pays à rompre leur lien avec la République de Chine et à se rapprocher de Pékin. Les relations internationales de Taïwan n'ont cessé de se réduire face à la montée en puissance rapide de la Chine sur la scène mondiale. Aujourd'hui, Taïwan n'entretient de relations diplomatiques qu'avec onze petits pays (membres des Nations unies).

Worker Democracy

Worker Democracy est une revue socialiste animée par des militant-es de la IV^e Internationale. Traduction par Laurent Creuse à partir de la version anglaise réalisée par les auteur-es.
<https://workerdemo-hk.com>

Développement historique de la République populaire de Chine et de la République de Chine

Il convient toutefois d'examiner le statut de « Taïwan » ou « ROC » du point de vue du peuple taïwanais, et non de celui des gouvernements chinois, américain ou d'autres. Ce point de vue doit également



Le président taïwanais Lai avec l'ancien vice-président américain Pence, en 2025. © 總統府 (Bureau du président de Taïwan)

être considéré de manière indépendante, conformément aux principes démocratiques et à la lumière de l'histoire politique des deux côtés du détroit de Taïwan.

La République populaire de Chine a été fondée en 1949, tandis que le Kuomintang, dont la corruption et l'autoritarisme sont notoires, s'est replié à Taïwan. À cette époque, les mouvements anticoloniaux et progressistes du monde entier voyaient dans la République populaire de Chine un symbole de progrès révolutionnaire. De ce fait, ils ont largement rejeté le régime de Taïpei et ont soutenu la réunification de Taïwan dans la République populaire de Chine. Cependant, le traitement réservé par la RPC à sa population est devenu de plus en plus réactionnaire, avant mais surtout après 1979. À

Taïwan, la dictature à parti unique a pris fin et la population jouit désormais de droits démocratiques fondamentaux, notamment la liberté de manifester contre les injustices du

gouvernement (ce qui n'est absolument pas le cas en Chine continentale). Ainsi, les relations politiques entre les deux rives du détroit est aujourd'hui très différente de ce qu'elle était par le passé. Le Kuomintang a finalement perdu le pouvoir en 2000 sous la pression des mouvements de masse extérieurs au parti. Par conséquent, une réunification militaire de Taïwan sous l'égide de la RPC ne serait rien d'autre qu'une dictature réactionnaire s'emparant d'une démocratie représentative (même avec ses limites), et supprimant les droits politiques fondamentaux du peuple taïwanais, en particulier son droit à la contestation sociale.

Historiquement, la Chine de l'ère maoïste semblait évoluer sur une voie anticapitaliste, contrairement au régime du Kuomintang à Taïwan qui a évolué vers un régime capitaliste autoritaire fortement dépendant de l'Occident. Mais l'anticapitalisme ne produit pas toujours une transition continue vers le socialisme. La République populaire de Chine avait déjà dégénéré en un régime gouverné par une clique privilégiée de bureaucrates, ne servant que ses propres intérêts et causant la mort et la souffrance de dizaines de millions de personnes. Au moment où la République populaire de Chine a complètement rétabli le capitalisme depuis le règne de Deng Xiaoping, les régimes des deux côtés du détroit de Taïwan

sont devenus homogènes dans leur caractère de classe, c'est-à-dire capitalistes. On ne peut plus affirmer que le régime chinois est plus progressiste que celui de Taïwan. Ajoutons à cela le fait que la RPC est devenue encore plus totalitaire; une conquête et une domination militaire de Taïwan par ce régime ne représenteraient pas le moindre progrès. Sans compter que la RPC ignore les aspirations du peuple taïwanais, commettant ainsi le péché capital d'une grande nation opprimant une plus petite.

Au sein de la communauté internationale, certains considèrent la crise du détroit de Taïwan comme une simple guerre par procuration dans la lutte pour l'hégémonie entre les États-Unis et la Chine. Dans cette perspective, Taïwan n'a d'importance

que dans un contexte géopolitique, tout comme un apéritif n'a de sens qu'en comparaison avec le plat principal. Les souhaits de Taïwan sont donc ignorés. Il s'agit d'une vision impérialiste que nul ne devrait partager, sous peine de renoncer aux droits légitimes de 23 millions de Taïwanais.

La conception de la nation chinoise par la RPC

L'attitude chauvine de la RPC envers Taïwan découle directement de sa théorie de la « nation chinoise ». La RPC a hérité de la prétention du Kuomintang (KMT) selon laquelle « les cinq groupes ethniques ne font qu'un » et ne reconnaît pas le droit à l'autodétermination des minorités ethniques. Elle ne reconnaît pas non plus le droit des minorités nationales à faire sécession de la « nation chinoise » si elles sont opprimées après leur intégration. Son arrogance chauvine se manifeste par l'omission totale des populations autochtones de Taïwan dans ses documents officiels. Ces populations ne sont pas de l'ethnie Han et n'ont jamais fait partie de la conception de la nation chinoise. Cette position trahit donc un principe fondateur du Parti communiste chinois (PCC) qui a prévalu jusqu'aux années 1930, à savoir la « reconnaissance du droit à l'autodétermination des minorités de Chine ». De fait, le Parti communiste taïwanais militait pour l'indépendance de Taïwan avant d'être anéanti par le Kuomintang. Aujourd'hui, la RPC ne fait plus mention de cette

partie de son histoire. Cette conception de la nation chinoise est aussi réactionnaire que l'affirmation du président russe Vladimir Poutine selon laquelle « la Russie et l'Ukraine ne font qu'une » (un principe qui a justifié l'invasion de l'Ukraine par la Russie). Ces deux affirmations doivent être combattues.

La République populaire de Chine accuse les Taïwanais de nourrir des sentiments « séparatistes ». Or, la RPC n'a jamais gouverné Taïwan, et la séparation de Taïwan d'avec la Chine a eu lieu il y a longtemps. Il convient également de rappeler que la ROC a précédé la RPC, apparue 38 ans plus tard. Quel que soit le point de vue adopté, la séparation de Taïwan d'avec la Chine est un fait historique. Si la RPC considère véritablement les Taïwanais comme des « compatriotes », elle doit d'abord reconnaître cette histoire et cette réalité comme fondement de tout dialogue avec le gouvernement taïwanais, au lieu de leur imposer le mythe selon lequel « Taïwan appartient à la Chine depuis l'Antiquité ».

Deux types de mouvements pacifistes

Par conséquent, nous nous opposons à la réunification armée prônée par la RPC et plaidons pour un dialogue entre les deux gouvernements. Le peuple taïwanais a élu le Parti démocrate progressiste (PDP). Dès lors, si la RPC respecte l'opinion publique, elle devrait mettre de côté son arrogance, privilégier les négociations diplomatiques et renoncer à toute perspective de réunification armée. Cependant, les populations des deux côtés du détroit de Taïwan ne peuvent espérer que la RPC cède de son plein gré et doivent se préparer à une telle situation. Les Chinois-es du continent doivent mobiliser un mouvement pacifiste au sein de la société civile, appelant au dialogue transdétroit et s'opposant à une réunification armée. Bien que l'espace pour une action collective soit limité en Chine continentale en raison du régime totalitaire, il ne faut pas oublier la présence de nombreux-ses étudiant-es et membres des communautés chinoises et sinophones à l'étranger. La diaspora peut jouer un rôle crucial dans le développement d'un tel mouvement : si ces idées parviennent à s'implanter au sein de ces communautés, elles pourraient briser le blocus médiatique imposé par la RPC et susciter des idées parmi celles et ceux resté-es au pays.



Un certain mouvement pacifiste exhorte les Taiwanais-es à ne pas provoquer la RPC et à refuser les armes américaines, les incitant à la patience et à l'attente d'une paix durable. Celui-ci accorde cependant peu d'attention au fait que le revanchisme de la RPC n'est pas légitime dans son essence même. Le concept même de « nation chinoise dans son ensemble » est encore plus erroné, car il viole le principe fondamental selon lequel les nationalités ont le droit de déterminer leur propre identité, ou le droit des minorités nationales à l'autodétermination. Ce cadre n'est pas une paix véritable, mais un accommodement sans principes de l'autocratie et de l'expansionnisme de la RPC.

Pourquoi Taïwan a droit à la légitime défense

Une réunification armée de Taïwan par la RPC serait une guerre injuste, une invasion. Par conséquent, et bien que nous devons soutenir les appels à la paix à Taïwan aujourd'hui, nous reconnaissons également que Taïwan est une nation plus faible, menacée par un voisin plus puissant qui utilise la force. Ainsi, si le peuple taïwanais choisit de se préparer à la guerre et de la combattre en cas de conflit, il en a pleinement le droit. Pour une nation opprimée, il n'y a aucune contradiction de principe entre appeler à la paix et se préparer à la résis-

tance. Taïwan a le droit d'acheter des armes à d'autres pays, y compris à des puissances impérialistes rivales comme les États-Unis, pour se défendre.

En tant que personnes extérieures à Taïwan, nous respectons la décision démocratique du peuple taïwanais, qu'il souhaite se préparer à la guerre et/ou résister. Ce respect découle naturellement du droit de Taïwan à l'autodétermination. Cela ne signifie pas pour autant que nous, en tant qu'observateurs extérieurs, devons encourager directement Taïwan à se préparer à la guerre et à résister : en reconnaissant son droit

de principe à le faire, nous reconnaissons également sa liberté de ne pas l'exercer (par exemple, de ne pas se préparer à la guerre ni résister, et d'accepter les conditions de la RPC). Nous pouvons reconnaître le droit de Taïwan de se préparer à la guerre, de résister ou d'acheter des armes, sans pour autant admettre qu'il serait toujours prudent pour Taïwan d'exercer ce droit. Cependant, que la décision de Taïwan soit prudente ou non, nous pouvons la critiquer tout en affirmant clairement que le peuple taïwanais doit être reconnu habilité à prendre ces décisions.

Ces principes démocratiques fondamentaux demeurent inchangés, même en cas de changement de parti au pouvoir. Quel que soit le parti arrivé au pouvoir après des élections, pourvu que celles-ci soient véritable-

“ *Le Parti communiste taïwanais militait pour l'indépendance de Taïwan avant d'être anéanti par le Kuomintang.* ”

“ *Plus Taïwan renforce sa démocratie et protège les moyens de subsistance de sa population, tout en se préparant à la guerre, plus son influence culturelle sur la scène internationale s'accroît.* ”

ment équitables et que son comportement, une fois au pouvoir, ne viole pas la souveraineté et la volonté du peuple taïwanais, ce parti peut être considéré comme plus ou moins représentatif de l'opinion publique et a le droit d'exercer, si nécessaire, son droit à la préparation à la guerre et à l'autodétermination. Cela ne revient pas à reconnaître que les décisions du parti au pouvoir sont toujours justes. Une « autocratie électorale » est possible ; comme l'a dit Thomas Paine, le gouvernement est au mieux un « mal nécessaire ». L'État, institution spécialisée dans la coercition et la violence, peut facilement devenir une force tyrannique bafouant la volonté du peuple. La situation est encore plus inquiétante lorsque le pouvoir d'État s'allie à des consortiums multinationaux. C'est pourquoi nous devons nous prémunir contre tout abus de pouvoir de la part du gouvernement et souligner que soutenir la préparation à la guerre d'un parti au pouvoir face à une invasion étrangère ne revient pas à apporter un soutien politique à ce parti. Ces deux aspects doivent être traités séparément.

Pour la paix en Asie de l'Est ; contre le militarisme américain

Toute chose a ses limites. Premièrement, à ce stade, il serait judicieux pour Taïwan de privilégier la paix et un dialogue inconditionnel, tout en se préparant discrètement à la résistance. Deuxièmement, en matière de défense nationale, le gouvernement doit faire preuve de retenue, éviter les mesures excessives et respecter les droits civiques de la population. Il ne doit pas non plus attiser un nationalisme excluant ni dénigrer le peuple chinois, ce qui donnerait à la RPC un prétexte pour diaboliser davantage sa lutte. Enfin, la stratégie de défense de Taïwan doit prendre en compte autant la dimension politique que

la défense militaire, et pas seulement cette dernière. Plus Taïwan renforce sa démocratie et protège les moyens de subsistance de sa population tout en se préparant à la guerre, plus son influence culturelle sur la scène internationale s'accroît. En Chine, de nombreux sympathisant-es potentiels de Taïwan existent dans la société civile, ainsi



17 mars 2026, salon des villes intelligentes 2026 et des villes zéro émission. © Lin Yen Ting / Bureau du président de Taïwan.

qu'au sein du parti-État, et même dans l'armée. Gagner le soutien de ces éléments, et exploiter les divisions au sein du parti engendrées par la dictature personnelle de Xi Jinping, serait avantageux pour les alliés de Taïwan, tant au niveau national qu'international.

Sur le plan des relations internationales, il est primordial d'être conscient de nos limites. Nous devons nous opposer à un débarquement militaire américain à Taïwan, à l'installation d'un centre de commandement sur l'île, et à toute tentative d'instrumentaliser les préparatifs de guerre taiwanais pour justifier le développement d'armes nucléaires (comme Tchang Kai-chek l'a jadis tenté). Toute préparation à une guerre atomique pourrait transformer une guerre d'autodéfense en un conflit majeur entre les États-Unis et la Chine. Dans un tel conflit, les dégâts infligés à l'île de Taïwan seraient dévastateurs. Par conséquent, les préparatifs de guerre de Taïwan doivent impérativement respecter certaines limites. Nous devons rester vigilant-es face à tout signe d'escalade d'une guerre d'autodéfense vers des conséquences plus désastreuses. Autrement, les répercussions s'étendront bien au-delà du détroit de Taïwan et affecteront l'ensemble des populations d'Asie de l'Est, qui ont elles aussi le droit de se préoccuper de leur sécurité. Par exemple, les habitants d'Okinawa, au Japon, qui, outre l'amère expérience de la Seconde Guerre mondiale, souffrent depuis huit décennies des conséquences des bases militaires américaines, se mobilisent pour la paix en Asie et ont pleinement le droit de s'exprimer et d'agir dans la crise du détroit de Taïwan. Nous reconnaissons également que l'agression américaine contre la Chine s'appuie sur un long héritage de sinophobie et l'alimente, prenant pour cible les communautés chinoises et autres communautés asiatiques. Il est donc d'autant plus important de s'opposer fermement à toute forme d'exclusion envers le peuple chinois dans la lutte de Taïwan pour l'autodétermination.

La rivalité sino-américaine et le droit de Taïwan à l'autodéfense

Certains « pacifistes » s'opposent au droit de Taïwan de se préparer à la guerre et d'acheter des armes à l'étranger. Leurs arguments se répartissent en trois grandes catégories. La première repose sur la volonté d'éviter une escalade des tensions entre la Chine et les USA au sujet de Taïwan, ce qui pourrait mener à une

escalade de la rivalité interimpériale, voire à la guerre. La deuxième s'explique par une opposition absolue à l'hégémonie américaine et à la compétition militaire. La troisième soutient que seuls les États-Unis sont impérialistes, pas la Chine, et s'oppose donc aux USA tout en soutenant la Chine. Chaque point de vue a ses propres spécificités et ses propres zones d'ombre, mais tous aboutissent à la même conclusion. D'abord, nous pensons qu'il est primordial de distinguer les nations fortes des nations faibles. Les confondre est intrinsèquement trompeur. En tant que puissance hégémonique, la Chine affirme sa force face à la nation plus faible qu'est Taïwan. La menace d'une réunification armée brandie par la Chine constitue un acte d'intimidation envers les plus faibles et doit être combattue. On ne saurait priver Taïwan

de son droit à la légitime défense sous prétexte d'une simple menace d'intervention américaine. Ensuite, certains affirment que dans la rivalité sino-américaine, les États-Unis représentent une menace plus importante que la Chine. Par conséquent, pour soutenir Pékin on ne peut pas simultanément soutenir l'existence de Taïwan en tant qu'entité politique. Or, la Chine est une puissance nucléaire, la première nation commerçante mondiale, la deuxième économie mondiale et le deuxième pays au monde en termes de dépenses militaires. Qui peut affirmer avec certitude que la menace que représente la Chine pour les populations du monde sera toujours négligeable ? L'armée chinoise est peut-être inférieure à celle des États-Unis, la menace qu'elle représente, notamment pour Taïwan, n'en est pas moins réelle. Il convient également de considérer l'aspect politique : si Trump est autoritaire et belliqueux, des mouvements sociaux peuvent encore contribuer à limiter son pouvoir et à défendre les différents mécanismes de contrôle et d'équilibre institutionnels et non institutionnels. À l'inverse, la Chine a déjà instauré un régime autoritaire, ne laissant que peu de place à la dissidence, et encore moins à la résistance organisée. Si Xi déclençait une guerre, personne ne pourrait l'arrêter, et il serait bien plus difficile pour les mouvements pacifistes d'émerger et de se maintenir en Chine qu'aux États-Unis.

Les trois points de vue évoqués ci-dessus s'opposent tous, à des degrés divers, au droit de Taïwan à l'autodéfense en raison de la possibilité d'une intervention américaine. Cependant, cette approche simpliste est bien trop grossière pour saisir les nuances complexes de la géopolitique, notamment les relations entre la première puissance impériale mondiale et près de 200 autres nations. En tant que défenseurs de la démocratie et de la paix, nous nous opposons à toute nation hégémonique se livrant à une compétition militaire. Toutefois, les relations internationales sont d'une complexité extraordinaire. À certains moments et dans certains endroits, le besoin d'autodéfense des petits pays peut se confondre avec les visées de différentes puissances impérialistes, ce qui n'est pas

rare. Dans ce contexte, l'achat d'armes par des nations plus faibles auprès d'une autre puissance impérialiste peut s'avérer profitable pour cette dernière. Cependant, la survie d'une nation plus faible face à une guerre menée par un impérialisme rival constitue un avantage qui compense, d'une certaine manière, ce préjudice. Bien sûr, entre les États-Unis et la Chine, les États-Unis sont une puissance impérialiste plus forte que la Chine. Cependant, entre la Chine et Taïwan, la Chine est plus forte

“ Qui peut affirmer avec certitude que la menace que représente la Chine pour les populations du monde sera toujours négligeable ? ”

que Taïwan et fait preuve d'arrogance envers divers pays d'Asie du Sud-Est (une attitude pas si différente de celle des USA). Les points de vue évoqués ci-dessus se concentrent uniquement sur les dangers de la rivalité sino-américaine, ignorant que la réunification armée de Taïwan par la Chine serait également désastreuse pour le monde. Si Pékin parvient à unifier Taïwan par la force, il sera encore plus enhardi à intimider d'autres petits pays. Il renforcera ses tendances impérialistes, rivalisant avec les États-Unis sur la scène internationale, ce qui aggraverait les risques de guerre mondiale au lieu de les atténuer. Il convient donc d'aborder ces deux problèmes simultanément. Concernant la rivalité sino-américaine, nous insistons sur la nécessité de s'opposer à la compétition militaire entre les deux pays. Cependant, concernant la domination de la Chine sur Taïwan, nous continuons de soutenir le droit de Taïwan à l'autodéfense.



Taiwan

Pendant la Première Guerre mondiale, Lénine faisait remarquer que la Russie tsariste était subordonnée à l'impérialisme britannique et à l'impérialisme français sur la scène mondiale, tout en constituant la principale menace pour les minorités nationales dans ses périphéries, comme les Polonais. À cette époque, les mouvements pacifistes contestaient l'hégémonie européenne, tout comme ils combattaient toute expression de chauvinisme grand-russe dans les périphéries de la Russie. Notre double approche de la rivalité entre les États-Unis et la Chine et de l'autodéfense de Taiwan sert le même objectif. Cela signifie également que nous soutenons tous les autres mouvements pacifistes locaux qui s'opposent à l'utilisation de Taiwan par les impérialistes américains comme prétexte pour intensifier la compétition militaire. Nous soutenons les mouvements anti-guerre et pacifistes populaires à Okinawa, en Corée du Sud, aux Philippines et en Chine continentale. Nous appelons également ces mouvements anti-guerre et pacifistes d'Asie de l'Est à intervenir activement et à dénoncer toute intimidation des petits pays par les grands pays en cas de crise dans le détroit de Taiwan.

Indépendance de droit ou de fait ?

Taiwan est trop petite (seulement un seizième de la taille de l'Ukraine) pour déclencher une guerre militaire majeure,

sans parler d'une guerre nucléaire et/ou de longue durée. Cependant, une manœuvre politique augmenterait certainement le risque d'un conflit armé : si Taiwan renonçait au titre de République de Chine et devenait officiellement indépendante sous le nom de République de Taiwan (indépendance *de droit*). Bien que nous soutenions le droit du peuple taiwanais à l'autodétermination, y compris le droit à l'indépendance, il serait imprudent de risquer une grave escalade en poursuivant l'indépendance *de droit*, compte tenu de la disparité des forces entre les deux rives du détroit de Taiwan. Si le PDP conserve le nom d'État « République de Chine », fournissant ainsi moins de justifications à la RPC pour

“ Concernant la rivalité sino-américaine, nous insistons sur la nécessité de s'opposer à la compétition militaire entre les deux pays. ”

poursuivre la réunification armée, Taiwan aurait plus de chances d'obtenir le soutien international. Bien que le programme du PDP, la « Résolution sur l'avenir de Taiwan » (1999), ait déclaré que la ROC était « devenue de fait un pays démocratique souverain et indépendant », cette souveraineté ne concerne pas la Chine continentale (à l'exception des trois petites îles de Penghu, Kinmen et Matsu). Cette position montre clairement que le PDP ne cherche pas à obtenir l'indépendance *de droit* de Taiwan, mais plutôt à maintenir son indépendance *de fait*. Elle montre également que, bien que le nom du pays soit ROC, les frontières territoriales de Taiwan ont déjà exclu la Chine continentale ; par consé-

quent, cette « Chine » n'a plus de différends territoriaux avec le gouvernement de Pékin.

Soutenir l'autodétermination de Taiwan tout en s'opposant à la rivalité interimpérialiste

Bien que les États-Unis défendent ostensiblement Taiwan, ils ne respectent pas véritablement le droit du peuple taiwanais à l'autodétermination, raison pour laquelle ils se sont joints à la RPC pour réprimer l'indépendance de Taiwan. Après tout, ils protègent Taiwan principalement pour leurs propres intérêts, et non pour le peuple taiwanais. Les États-Unis ont également adopté une position d'« ambiguïté stratégique » ; en d'autres termes, on ne sait toujours pas s'ils viendront réellement en aide à Taiwan en cas de guerre entre les deux rives du détroit. Cette attitude trompeuse leur permet de maximiser leur propre flexibilité, tout en dissuadant les deux parties de prendre des mesures irréfléchies, faisant ainsi d'une pierre deux coups. Au cours du second mandat de Trump, le sort du détroit de Taiwan n'a jamais été aussi incertain et périlleux. La rivalité entre les États-Unis et la Chine occupe de plus en plus le devant de la scène géopolitique, les relations entre les deux rives du détroit constituant un point chaud essentiel. Cette situation est particulièrement défavorable à Taiwan. Dans ces conditions, tous les pays d'Asie de l'Est, à l'exception de Taiwan et des États-Unis, ainsi que les différents mouvements pacifistes ont une responsabilité accrue, prendre la parole en faveur de Taiwan, ce qui doit commencer par la reconnaissance du droit de Taiwan à l'autodétermination.

Taiwan se trouve prise en étau entre les États-Unis et la Chine, et même si l'île adopte la meilleure ligne de conduite, il est difficile de garantir que ces deux puissances nucléaires n'entreront pas en guerre. Que Taiwan existe ou non, dès lors que la rivalité interimpériale atteint un certain seuil, le risque de guerre nucléaire s'accroît. C'est pourquoi nous, militant-es pour la paix du monde entier, devons intensifier notre opposition à cette rivalité, plaider pour un désarmement nucléaire mondial et une réduction globale des armements, en commençant par les États-Unis, la Chine et l'Europe, qui sont à la racine des rivalités mondiales. ■

Le 22 juillet 2025



Les actions militantes de Sotsialnyi Rukh

Sotsialnyi Rukh, organisation observatrice permanente de la IV^e Internationale, a présenté au Comité international les activités militantes d'une organisation qui, en temps de guerre, poursuit ses activités de défense des travailleur-ses.

Par
Sotsialnyi Rukh

Chers camarades,

Cela fera exactement quatre ans demain que la guerre a commencé dans notre pays. La vie de chaque Ukrainien-e a été bouleversée.

Nous sommes des militant-es de Sotsialnyi Rukh, une organisation citoyenne ukrainienne. Nous sommes profondément reconnaissant-es de pouvoir être ici aujourd'hui et de nous adresser à vous, nos camarades et allié-es de la Quatrième Internationale.

Nous vivons et travaillons dans un pays qui résiste depuis maintenant quatre ans à une agression russe à grande échelle. La guerre a affecté tous les aspects de notre vie : notre travail, nos études, nos familles, notre sécurité et notre avenir. Mais elle a aussi démontré la force de la solidarité, tant en Ukraine qu'à l'international. De nombreux membres de notre organisation sont partis au front pour défendre leur pays. L'Ukraine perd ses meilleurs enfants.

Nous sommes enseignant-es, travailleur-ses et militant-es, et chaque jour nous constatons l'impact de la guerre sur les gens ordinaires. Nos élèves étudient pendant les alertes aériennes, vivent sans électricité stable, subissent pertes et incertitude. Et pourtant, elles et ils continuent d'apprendre, de travailler et de se battre pour leur futur. Notre peuple paie chaque jour un lourd tribut – sa santé, sa sécurité et parfois sa vie – pour le droit à la liberté et à un avenir. En même temps, en tant

que militant-es de Sotsialnyi Rukh, nous continuons de défendre les principes de la démocratie, de la justice sociale et des droits humains.

Défendre notre patrie a rendu la question de l'égalité devant la loi particulièrement urgente. Il ne s'agit pas d'un principe abstrait. C'est la base sans laquelle une société juste ne peut voir le jour. Chacun doit être égal devant la loi – indépendamment de son statut social, de son poste politique ou de son pouvoir économique. Il ne saurait y avoir un ensemble de règles pour ceux qui combattent et se sacrifient, et un autre pour ceux qui détiennent le pouvoir et les ressources.

La guerre ne doit pas servir de prétexte pour restreindre les droits démocratiques ou creuser les inégalités. Au contraire, en temps de guerre la démocratie et la justice sociale doivent être défendues avec encore plus de fermeté, car il est essentiel

que le peuple comprenne pour quel futur il se bat.

C'est pourquoi, cet été, l'Ukraine a connu une vague de manifestations pacifiques, les « manifestations des cartons », où les citoyen-es brandissaient des pancartes en carton pour exprimer leur position. Sotsialnyi Rukh a soutenu ce mouvement et y a participé activement.

Les tentatives de saper l'indépendance du Bureau national anticorruption d'Ukraine et du Parquet spécialisé anticorruption, au profit du pouvoir présidentiel, ont très vite suscité un grand mécontentement populaire. Pour la société ukrainienne, l'indépendance des institutions anticorruption est cruciale, car la corrup-

“*La guerre a affecté tous les aspects de notre vie. Mais elle a aussi démontré la force de la solidarité, tant en Ukraine qu'à l'international.*”



Sotsialnyi Rukh

Sotsialnyi Rukh est une organisation observatrice permanente de la IV^e Internationale. Son site est <https://rev.org.ua>

tion mine la confiance dans l'État et affaiblit notre capacité à résister à l'agression.

Mais ces manifestations reflètent une frustration plus large : l'incapacité des autorités à répondre à la profonde demande de justice de la société. Alors que des millions d'Ukrainien-es vivent dans des conditions de guerre, travaillent, font du bénévolat, servent leur pays et risquent leur vie, une partie des élites économiques et politiques continue de s'enrichir illégalement et cherche des moyens d'échapper à toute responsabilité.

Cela engendre un dangereux sentiment d'injustice. La population constate que le fardeau de la guerre est inégalement réparti. Et cela mine la confiance sociale, l'une des ressources les plus précieuses de toute société, surtout en temps de guerre.

L'Ukraine risque actuellement de basculer vers un modèle de capitalisme sauvage, où les droits et la dignité



dépendent du pouvoir économique plutôt que de la citoyenneté. Dans un tel système, les individus doivent lutter constamment, non seulement pour leur avenir, mais aussi pour leur survie.

C'est pourquoi notre travail est si important aujourd'hui. Nous luttons pour les droits des travailleurs, la protection sociale, l'égalité des genres, la transparence du pouvoir et la préservation des institutions démocratiques. Nous collaborons avec les jeunes, les étudiant-es, les enseignant-es et les travailleur-ses afin de renforcer une culture de solidarité et de participation citoyenne.

Solidarité internationale

Pour nous, la solidarité internationale n'est pas un concept abstrait.

Les militant-es de Sotsialnyi Rukh ont participé à des actions pacifiques de solidarité avec le peuple palestinien. Nous croyons que la cohérence en matière de liberté et de justice est essentielle. Il est impossible de réclamer du soutien pour soi-même tout en restant silencieux face à la souffrance d'autrui.

Lors d'une manifestation à Kyiv, des manifestant-es ont brandi les drapeaux ukrainiens et palestiniens en signe de soutien mutuel entre deux peuples confrontés aux invasions impérialistes et à l'occupation de territoires internationalement reconnus.

Les participants scandaient « De l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime ! »

Nous nous opposons à toutes les formes d'occupation, de domination coloniale et de châtement collectif des civils. Notre solidarité avec la Palestine ne contredit pas notre lutte pour la liberté de l'Ukraine, elle découle des mêmes valeurs : l'autodétermination des peuples, l'égalité devant la loi et le respect du droit international.

Nous pensons que le mouvement international de gauche doit être cohérent : soutenir les peuples, pas les gouvernements ; défendre les civils, ne pas justifier la violence ; défendre la liberté sans double standard. La solidarité n'est pas un choix géopolitique. C'est une position morale.

Protection des travailleur-ses des infrastructures critiques

L'un des problèmes les plus urgents aujourd'hui est l'absence d'aide publique aux travailleur-ses des infrastructures critiques blessé-es lors des attaques russes et aux familles des tué-es.

Le 27 avril 2025, nous avons organisé le Forum social « Protection des travailleurs des infrastructures critiques en temps de guerre », qui a réuni une soixantaine de représentant-es de syndicats, d'organisations de la société civile et d'institutions étatiques.

Le principal sujet abordé était la non-application d'une loi garantissant une aide financière aux travailleur-ses blessé-es ou tué-es lors d'attaques russes. Malgré les risques qu'ils encourent quotidiennement, la plupart de leurs demandes sont rejetées en raison d'obstacles bureaucratiques.

Autrement dit, si une personne est blessée ou tuée sur son lieu de travail à la suite d'actions militaires russes, et que ce lieu n'est pas classé comme infrastructure critique, sa famille ne recevra aucune indemnisation de l'État.

Nous exigeons :

- un accès effectif à une aide légalement garantie pour toutes et tous les travailleurs des infrastructures critiques ;
- un renforcement du rôle des syndicats et de l'inspection du travail ;
- des enquêtes impartiales sur tous les accidents et décès ;
- une économie au service de la société, et non du seul profit privé.

Selon nos données, un refus sur quatre du Fonds de pension, fondé sur l'absence de confirmation du statut d'infrastructure critique, fait l'objet d'un recours en justice. 25 % des demandes d'appel ont été préparées par des militant-es de Sotsialnyi Rukh, et quatre affaires ont déjà fait l'objet de décisions de justice favorables.

Nous sommes également profondément préoccupé-es par les nouvelles

initiatives de réforme du droit du travail qui risquent d'affaiblir la protection des travailleurs. Le projet de Code du travail a été soumis au Parlement sans accord définitif avec les syndicats, un mépris délibéré du dialogue social.

Aujourd'hui, les travailleur-ses sont l'épine dorsale de la résistance et de la survie. Ils combattent au front, travaillent dans les hôpitaux, réparent le réseau énergétique et assurent le fonctionnement des transports et de la production. L'Ukraine se doit de respecter et de protéger celles et ceux qui la défendent et la font vivre.

La Russie a tenté de faire mourir les villes de froid

En janvier et février de cette année, les villes ukrainiennes ont subi l'une des crises énergétiques les plus graves de leur histoire en raison des attaques russes contre des infrastructures critiques. Des frappes de missiles et de drones ont délibérément ciblé des installations énergétiques alimentant les populations civiles.

À Kyiv, la situation était particulièrement critique : des centaines d'immeubles d'habitation se sont retrouvés sans chauffage, et des coupures de courant d'urgence ont été mises en place pour éviter l'effondrement du réseau.

La stratégie russe est claire : détruire les infrastructures énergétiques en hiver, priver les civils de chauffage et d'électricité, créer une crise humanitaire et briser la résistance. Par des températures glaciales, le manque de chauffage constitue une menace directe pour la vie, en particulier pour les enfants et les personnes âgées.

Pourtant, la société ukrainienne continue de résister. Les gens s'entraident, tissent des réseaux de solidarité et refusent de laisser la peur ou le froid ébranler leur foi en un avenir démocratique.

Organisation syndicale des mineurs

Nous représentons Kryvyi Rih, ville la plus longue d'Europe et cœur de l'industrie sidérurgique ukrainienne. C'est une ville de mineurs et de métallurgistes.

“ Nous luttons pour les droits des travailleurs, la protection sociale, l'égalité des genres, la transparence du pouvoir et la préservation des institutions démocratiques. ”

“ Nous sommes également profondément préoccupé-es par les nouvelles initiatives de réforme du droit du travail qui risquent d'affaiblir la protection des travailleurs. ”

Nous travaillons en étroite collaboration avec le Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine. Les mineurs ont organisé des grèves, et même des grèves de la faim souterraines, pour exiger des salaires équitables et des conditions de travail sûres.

Depuis l'invasion à grande échelle, de nombreux mineurs et métallurgistes ont rejoint les Forces armées ukrainiennes. Elles et ils ont pris les armes pour défendre non seulement leur territoire, mais aussi le droit à un futur où le travail est respecté et la dignité protégée.

La classe ouvrière ukrainienne n'est pas seulement le pilier de l'économie, elle est aussi le pilier de la résistance et de la liberté.

“ Nous ne luttons pas seulement pour nous-mêmes, pas seulement pour l'Ukraine, mais pour qu'aucun pays au monde ne se sente opprimé. ”

à faire progresser cette lutte par des actions éducatives, des échanges internationaux et la formulation de revendications.

Message final : Perspective internationale et solidarité

Nous ne luttons pas seulement pour nous-mêmes, pas seulement pour l'Ukraine, mais pour qu'aucun pays au monde ne se sente opprimé.

Nous vivons dans un monde globalisé où tout est interconnecté. La guerre, les inégalités et l'oppression franchissent les frontières. Notre lutte s'inscrit dans un mouvement international de travailleur-ses, de militant-es et de syndicats qui aspirent à la justice.

Nous croyons fermement qu'un jour de paix se lèvera en Ukraine et que les droits et la dignité des travailleurs seront protégés. Nous croyons en une société où les travailleur-ses, les étudiant-es, le personnel médical, les mineur-es, les femmes et les groupes vulnérables ont une voix et un pouvoir réels.

Nous appelons nos ami-es et alliés du monde entier à renforcer la solidarité internationale, à s'unir contre la guerre, l'occupation et l'injustice sociale.

Car la victoire de l'Ukraine est la victoire d'un monde démocratique et juste.

C'est pourquoi nous continuons d'agir, de nous organiser et de nous soutenir mutuellement, en Ukraine et au sein de la communauté internationale, où les droits des travailleurs et la solidarité sont des valeurs universelles. ■

Le 23 février 2026

Centres sociaux indépendants

Sotsialnyi Rukh soutient un réseau de centres sociaux indépendants à Kyiv, Kryvyi Rih et Lviv. Ces centres offrent des conseils juridiques, un soutien psychologique, des ateliers et un espace de solidarité.

Nous soutenons les travailleur-ses victimes de répression, les étudiant-es, les personnes déplacées, les femmes victimes de violences conjugales et les familles de soldat-es. Lors des coupures de courant, les gens viennent recharger leurs téléphones et boire du thé chaud, mais aussi construire le tissu social et civique.

Dimension politique

Notre action combine systématiquement les dimensions sociale et politique. Les droits des travailleurs et la démocratie sont indissociables de la participation politique.

Nous promouvons l'éducation politique auprès des travailleurs et des jeunes, participons aux débats législatifs, organisons des campagnes publiques et œuvrons pour la solidarité internationale.

En temps de guerre, cette perspective est d'autant plus cruciale. Les travailleurs et la société civile constituent le socle politique d'un avenir démocratique et socialement juste.

Sotsialnyi Rukh est quasiment la seule organisation de gauche en Ukraine à défendre la représentation des travailleur-ses au sein du gouvernement. Nous contribuons





Elfriede Müller (1957–2026)

Une combattante infatigable

Elfriede Müller était une penseuse politique passionnée, une militante, une internationaliste, une compagne de lutte et une amie sincère qui a su rassembler tellement de gens. Elfi s'est battue contre le cancer et pour une société plus juste jusqu'à la fin.

Par
Friedrich Dorn

Elfi, comme elle se désignait elle-même et comme tou-tes ses proches l'appelaient, est née le 8 août 1957 à Mayence. Elle y a grandi, y a suivi une formation de libraire et a travaillé dans une librairie de livres anciens. Elle a ensuite poursuivi une seconde formation à Strasbourg. De 1980 à 1987, elle a travaillé dans une librairie d'art à Paris. En 1987, elle est revenue en Allemagne pour étudier l'histoire et la littérature.

Dès l'âge de 17 ans, elle est devenue militante. En France, elle a rejoint la Ligue communiste révolutionnaire (LCR); les débats, les activités et la production théorique de la «Ligue» et autour d'elle l'ont profondément marquée.

Une traductrice acharnée

Il y a plus de 30 ans, en 1993, Elfi a déménagé à Berlin. Elle y était «chargée de mission pour la création artistique dans l'espace public» pour l'association professionnelle des artistes plasticiens de Berlin. Elle a occupé ce poste jusqu'en juillet 2024 et sa retraite. Elle a organisé une grande fête pour son anniversaire et se réjouissait d'avoir désormais beaucoup plus de temps pour faire de la politique, s'intéresser aux théories critiques, écrire, traduire, voyager. C'était le sens de sa vie.

Elle a traduit de nombreux essais et livres du français, dont deux livres d'Enzo Traverso. Et «bien sûr» six ouvrages de Daniel Bensaïd. Elfi a écrit pour un large éventail de magazines et de journaux, des critiques de livres et de nombreux articles sur la France et d'autres sujets qui lui tenaient à cœur.

Histoire et polars

Son intérêt pour un sous-genre particulier du roman policier, le «roman noir» français ou

«polar post-soixante-huitard», est peu connu. Elle a publié à ce sujet un petit livre en français avec Alexander Ruoff et une «version abrégée et accessible» de sa thèse de doctorat.

Ils ont également publié la série NOIR, dans laquelle ont notamment paru des livres de Dominique Manotti. Elfi a traduit un roman policier de Patrick Rotman – qui était dans sa jeunesse membre de la JCR et s'est ensuite consacré entre autres à la réalisation de documentaires historiques. Le thème du livre de Patrick Rotman, *L'âme au poing*, était tout à fait dans le goût d'Elfi :

«Paris, en 1942. Les nazis ont occupé la ville. Sascha Altberg, un jeune Juif polonais dont le père a été déporté, rejoint la résistance armée. En raison de sa témérité, il devient rapidement un combattant antifasciste redouté et se retrouve dans le collimateur des services de sûreté français.»

Au cœur des combats

Ce qu'elle a écrit en 2019 dans une postface à propos de l'ouvrage d'Éric Hazan *La Dynamique de la révolte. Sur des insurrections passées et d'autres à venir*, synthétise bien l'une de ses réflexions :

«Il vaut toujours mieux se battre que ne pas le faire. Mais pour maintenir la combativité et éviter la démoralisation et la résignation, il faut aussi gagner de temps en temps. Fondamentalement, on peut considérer que la gauche radicale n'a pas vraiment réussi à se réorienter politiquement, sur le plan organisationnel et idéologiquement après la guerre froide et à se positionner comme une alternative pour l'ensemble de la société. Nous avons seulement réussi à accompagner et à analyser les reculs, et dans le cas de la France, à les retarder.»

En octobre 1997, Elfi a co-fondé l'initiative «jour fixe Berlin». Visant l'efficacité, ses objectifs ont été formulés comme suit : «À travers une série de conférences consacrées à l'analyse critique du pouvoir, de l'exploitation et de la soumission, elle souhaite offrir une plateforme



Cet article, extrait de la traduction de Pierre Vandevoorde pour ESSF, est paru initialement dans *Sozialistische Zeitung*.

de discussion et de réflexion théorique au sein de la gauche radicale et apporter sa contribution à la lutte contre la forme de socialisation imposée par le capitalisme». Les contenus des conférences, fruits de discussions intenses et d'une préparation minutieuse, ont ensuite été publiés dans des recueils.

L'action jusqu'au bout

Les activités de ce groupe ne lui suffisaient plus : lorsqu'en janvier 2024, quelques «ancien-nes» et des membres de l'Internationale Sozialistische Organisation (section allemande de la IV^e Internationale) à Berlin ont formé un «cercle d'ami-es de la IV^e Internationale», elle s'y est immédiatement jointe. Elle est tout de suite devenue la cheville ouvrière de ce groupe qui, à part elle, n'était composé que d'hommes...

Elle a hésité à rejoindre l'ISO mais cela aurait probablement fini par se faire tôt ou tard. Elle aurait alors été à nouveau formellement membre de la Quatrième Internationale, à laquelle elle ne cessait de faire référence ces derniers mois et ces dernières années. Elle était en effet une internationaliste infatigable et profondément convaincue.

Comme le dit l'avis de décès : «Avec elle, nous perdons une militante dévouée de la gauche émancipatrice, alors que nous en avons tant besoin actuellement. Elfi, tu nous manqueras à jamais». ■

Le 1^{er} mars 2026